

Parti Socialiste

Convention nationale de Paris

3 et 4 mai 1975

Sommaire

Le président (André Jeanson).....	1
Denis.....	1
Jean Maire	3
Antoine Blanca	5
Jean Poperen.....	8
Michel Rocard	11
André Laignel.....	14
Jean-Pierre Chevènement.....	16
Marcel Debarge	22
François Mitterrand	24
Pierre Mauroy.....	41

Séance du dimanche 4 mai 1975 (matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de André Jeanson, assisté de Colette Audry, (Essonne), et Jean-Baptiste Castilla (Aude).

Le président (André Jeanson)

Camarades, nous continuons le débat que nous avons annoncé hier après-midi, nous avons un certain nombre de camarades inscrits, je vais tout de suite leur donner la parole.

Le premier orateur sera Denis, pour cinq minutes, suivi de Jean Maire.

Denis

Nous avons entendu hier soir beaucoup de réflexions théoriques, mais il serait souhaitable que ces réflexions théoriques soient toujours liées à la pratique or là j'ai quelques petites inquiétudes, parce que lorsque j'entends certains camarades, j'ai l'impression de me trouver en face des généraux qui disent "armons-nous et partez !" Parce que, quand on se bat quotidiennement sur le terrain, ce n'est pas toujours exactement comme on le décrit sur le plan abstrait et à ce point de vue je voudrais signaler que ce combat quotidien sur le terrain m'amène à dire que si je partage entièrement les points de vue exprimés dans le rapport écrit de Lionel Jospin, par contre je ne suis pas du tout d'accord avec ce qu'il a dit en commençant son rapport oral, à savoir : "la polémique s'est apaisée".

Non, la polémique ne s'est pas apaisée, mais elle ne se situe plus au même niveau.

Elle s'est située dans une première phase au plan national, elle a été le fait des

dirigeants du Parti Communiste, et à ce point de vue elle s'est apaisée, mais nous sommes entrés maintenant dans une deuxième phase qui est celle où les militants Communistes étant en possession de leur argumentaire et de leurs éléments stratégiques, on est arrivé au processus de tentative de démolition du Parti Socialiste à la base.

Des exemples, j'en ai plein ma musette, mais je voudrais simplement vous en citer un concernant le Loir-et-Cher.

Nous avons à Vendôme une entreprise Serre et Tizon, dans laquelle le personnel est en grève depuis bientôt plus de six semaines.

Le député de Vendôme est un vétérinaire U.D.R. et le Conseiller général est un instituteur Socialiste.

Le premier bien entendu ne fait rien, le second s'est mis au service des travailleurs et mène une action incessante, avec un comportement irréprochable dans le cadre bien entendu des pouvoirs d'un Conseiller général et je précise que ce jugement est aussi bien celui de la section de Vendôme du Parti Socialiste, qui est en majorité du courant n°2, que du Bureau fédéral du Loir et Cher qui est en majorité du courant n°1, par conséquent c'est un jugement d'ensemble. Or notre camarade Socialiste, Conseiller général de Vendôme, est en bute à des attaques incessantes, à coup de déformations et d'amalgames, qui entre parenthèses ne touchent pas le député U.D.R.

Ces attaques viennent du Parti Communiste, sont relayées par la C.G.T., par la F.E.N., qui dans notre département est dirigée par des camarades Communistes, par le P.S.U., pour lequel tout élu est un notable donc un homme à abattre, et par la C.F.D.T., qui est dirigée par le P.S.U. si bien qu'on a réalisé dans le vendômois l'union de la Gauche sans le Parti Socialiste et contre le Parti Socialiste. Alors cela pose des petits problèmes.

Que faire ? Garder notre sang-froid, d'accord, nous nous y efforçons, mais quotidiennement attaqués ce n'est pas toujours facile et nous avons aussi envie de poser des questions et en particulier la suivante : est-ce que le Parti Communiste n'accorde pas priorité à la défense des intérêts des travailleurs ou est-ce qu'elle l'accorde à une tentative de démolition du Parti Socialiste... Je signale entre parenthèses qu'un affaiblissement du Parti Socialiste à Vendôme et des positions de notre camarade qui est Conseiller général ne saurait, compte tenu de l'électorat vendômois, profiter au Parti Communiste, mais uniquement à la Droite.

Evidemment nous voulons rester unitaires, mais c'est difficile d'être unitaire tout seul, et nous refusons de toute façon de nous placer à la remorque.

Développer les actions communes à la base, on veut bien, mais on nous les refuse. Alors peut-être faudrait-il en arriver à proposer une action commune au sommet. Et alors là j'aurais une question à poser : nous allons avoir tout à l'heure un rapport sur l'énergie nucléaire, nous souhaiterions, dans la fédération du Loir-et-Cher, que la Direction nationale du Parti Socialiste propose au Parti Communiste et au Mouvement des Radicaux de Gauche, une campagne commune sur le problème nucléaire.

Je dois dire que nous y sommes particulièrement sensibles dans le Loir et Cher,

car nous avons une petite commune qui s'appelle Saint-Laurent des Eaux et cela nous préoccupe beaucoup.

(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jean Maire, pour dix minutes, ensuite Blanca.

Jean Maire

Mes camarades, je n'interviendrai pas en mon nom personnel mais en tant que délégué de la fédération du Val d'Oise, en regrettant, soit dite en passant, le peu d'intervention de délégués fédéraux, alors que ce sont eux qui devraient en priorité apporter ici les réflexions des militants de base.

A la suite de notre Convention fédérale sur les relations Parti Socialiste /Parti Communiste, qui s'est tenu sur une journée, nous pouvons apporter les quelques réflexions suivantes prises à l'unanimité des camarades présents.

Contrairement à ce qu'affirment certains journalistes, notre Convention ne tombe pas à plat, il n'est pas nécessaire qu'il y ait mise en accusation du Parti Socialiste par le Parti Communiste pour que notre Parti ouvre un débat sur ses relations et son action avec le Parti Communiste.

Un tel débat, quel que soit le moment où il se situe, ne manque pas d'intérêt, on peut même penser qu'en se déroulant dans une période de relativement calme, notre réflexion parce que moins passionnée peut être plus profitable à l'union de la Gauche.

Le rapport reçu pour cette Convention est incontestablement un document de qualité, dommage encore une fois que de tels documents parviennent insuffisamment tôt et dommage aussi que chaque membre n'ait pu en bénéficier, sous la forme d'un numéro ordinaire du Poing et de la Rose.

Notre débat est étroitement lié à celui sur l'autogestion. En effet notre conception de l'autogestion et de la transition Socialiste dépend, pour le moins partiellement, de notre conception de l'union, de l'unité.

Se considérant comme l'avant-garde de la classe ouvrière et celle-ci étant la seule classe révolutionnaire, le Parti Communiste cherchera très probablement toujours à en avoir la direction et par conséquent à imposer au besoin son point de vue aux masses, au lieu de rechercher un échange dialectique entre gouvernement et masse.

Nous pensons aussi que notre mutation inquiète le Parti Communiste. Nous ne voulons pas être un parti réformiste Social Démocrate, comme le dit le rapport, nous sommes un partenaire d'une toute autre nature, il n'est pas évident que ceci soit réellement souhaité par le Parti Communiste.

Pour nous la réalisation de l'union de la Gauche et la qualité de cette union sont principalement dus aux changements intervenus au sein de notre Parti depuis Epinay. Nous estimons donc comme très probables la naissance de nouvelles difficultés au sein de la Gauche, au fur et à mesure que l'implantation et l'action du Parti Socialiste s'amplifieront dans les entreprises et les quartiers.

Mais ces difficultés peuvent être l'occasion de donner lieu à des débats publics à travers l'action et, dans ce cas, être sources de clarification au sein de la Gauche

et dans les masses. Toutefois nous estimons que le Parti Socialiste n'a pas encore une théorie suffisante. Serait-ce une faiblesse originelle ? Quoi qu'il en soit, une chose est certaine, c'est la coupure profonde qui existe entre la théorie et la pratique encore maintenant.

Il faut donc, quant à nous :

1/- Y voir plus clair sur la phase de transition au Socialisme et le projet de société.

2/- Que le Parti Socialiste poursuive sa transformation.

Nous pensons que c'est le débat sur la transition qui peut contribuer à faire élever l'union de la Gauche à un niveau supérieur et seul un Parti Socialiste poursuivant sa transformation, affinant ses théories et sa stratégie, implanté dans la classe ouvrière, modifiant sa pratique, peut réunir les conditions nécessaires.

Cela signifie une implantation prioritaire dans la classe ouvrière et sur une base de classe. En effet, base ouvrière n'est pas forcément synonyme de rôle révolutionnaire, voire par exemple le S.P.D.

Cela signifie développer une action commune avec le Parti Communiste particulièrement au niveau des entreprises et des localités. Mais l'action commune, pour devenir possible, passe par une action autonome du Parti Socialiste à partir des réalités concrètes.

Cela signifie d'affirmer une de nos originalités, celle qui réside dans les méthodes et la conception du Parti Socialiste, dans ses rapports avec les travailleurs, les organisations de masse, les usagers, etc. Nous ne voulons pas donner à notre Parti un rôle de direction des masses, mais de compréhension, d'explication et d'impulsion, ainsi donc entraîner le Parti Communiste à une nouvelle conception de l'unité, à une nouvelle conception de la transition dépassant l'étape de la démocratie avancée.

Cela signifie aussi prendre pour le Parti Socialiste une attitude stratégique plus offensive que celle du Parti Communiste en établissant un lien dialectique entre le fondement anti-monopoliste nécessaire, mais possessif et le front de classe nettement capitaliste, mais plus offensif.

Cela signifie d'élever sans cesse la qualité de nos analyses en développant notre cohérence idéologique, notre projet à moyen et long terme, en justifiant notre existence en tant que parti ouvrier. Pour cela, la ligne d'Epinau à Pau s'impose en passant par les assises et est une très bonne base de départ. D'ailleurs, une plaquette rassemblant ces divers textes serait la bienvenue pour les militants.

C'est sûrement en poursuivant dans cette voie que le Parti Socialiste, plus encore demain qu'aujourd'hui, sera un parti de la classe ouvrière aux objectifs révolutionnaires et aux moyens d'action efficaces et démocratiques.

Cela signifie aussi d'intensifier rapidement la formation théorique et pratique des militants.

Enfin, une dernière remarque concernant tout spécialement l'encadré de la page 13 : nous estimons qu'il peut y avoir danger aujourd'hui, pour le Parti Socialiste, de faire publiquement un constat des points d'accord et de désaccord et une offre publique de négociations au sommet s'entend. Il conviendrait plutôt, quant à nous, de faire jaillir les convergences et les divergences à travers l'action et à

partir de là d'instaurer le débat à tous les niveaux.

Des discussions de sommet sont susceptibles de déboucher sur des accords et sont bien entendues nécessaires, mais elles devraient d'après nous avoir lieu en liaison étroite avec l'action et le débat à la base.

Voilà, mes camarades, brièvement résumée, la modeste contribution de la fédération du Val d'Oise.

(Applaudissements)

Le président- Je donne la parole à Blanca pour dix minutes, ensuite Poperen.

Antoine Blanca

Dans le cadre de cette Convention nationale sur les relations entre Socialistes et Communistes, l'actualité internationale a conduit certains d'entre nous à penser que ce qui se passe au Portugal était susceptible de nous apporter certaines indications, certains enseignements utiles à la réflexion.

Une confrontation, qui prend en fait l'aspect d'une âpre bataille, ne cesse d'opposer depuis l'été 1974 un parti Communiste qu'une impitoyable et interminable lutte clandestine a durci, et le long exil dans les démocraties populaires de la plupart de ses chefs, à l'image d'Alvaro Cunhal, a raidi dans des positions doctrinales figées, à un Parti Socialiste récent mais combatif qui est devenu non seulement le premier parti du pays, mais aussi celui qui a la plus grande capacité pour mobiliser la masse.

Dans cette tentative d'analyse, il ne s'agira pas de tirer sur tous les plans des conclusions valables pour la France, mais de mieux éclairer notre opinion sur les aspects d'une querelle qui a pour origine l'élaboration par le Parti Communiste portugais, à partir d'une situation exceptionnelle, de tactiques successives et d'une stratégie de conquête du pouvoir.

Or, dans cette stratégie, le Parti Socialiste n'a jamais été considéré comme un allié potentiel, pas même comme un concurrent, mais bien comme un obstacle qu'il fallait contourner, et s'il le fallait, abattre.

Se considérant a priori comme le seul parti de la classe ouvrière, et estimant par conséquent qu'il devait assurer la direction de la révolution Socialiste, le Parti Communiste portugais dès l'époque de la clandestinité n'a jamais consenti aux autres forces d'opposition que des alliances limitées et circonstancielles, et s'est obstinément refusé depuis le 25 avril 1974 à la signature de tout pacte, de tout programme le liant au Parti Socialiste portugais notamment.

Par contre, dans la situation exceptionnelle créée par le mouvement de libération des capitaines, il a basé sa stratégie sur quatre constantes : appui inconditionnel au Mouvement des Forces Armées dès que celui-ci s'est structuré, prise en main, au niveau des ministères, des administrations et des communes, des rouages de l'Etat à tous les niveaux, comblant les vides résultant de l'assainissement entrepris pour éliminer les agents du Salazarisme. Utilisation de l'organisation syndicale officielle de l'ancien régime, au demeurant très parcellisée et nullement centralisée, pour créer une intersyndicale, préfiguration de la Confédération syndicale unique qu'ils prétendent contrôler seuls.

Contrôle des mass média, presse écrite, radio et télévision, par l'intermédiaire des techniciens Communistes et des typographes, mais aussi par la pression exercée sur les journalistes compromis avec l'ancien régime, et dont ils détiennent les dossiers saisis à la PIDE-D.G.S.

A cette fin le P.C.P. avait, seul de tous les partis qui ont pu paraître ou reparaître au grand jour après le 25 avril, un atout majeur : celui de disposer dans la clandestinité comme en exil d'une infrastructure solide, basée sur 3 à 4 000 militants dotés d'une doctrine simple et solide, et dont la discipline était à toute épreuve.

Il est évident que face à ce bloc monolithique, le Parti Socialiste portugais, qui arrivait à grande peine à canaliser une fabuleuse masse de nouveaux adhérents enthousiastes, bouillants et querelleurs, n'a pu agir de la même manière, en eut-il eu l'intention, dans les premiers mois, les plus décisifs de l'instauration du nouveau pouvoir.

Ces quatre constantes de la stratégie de conquête du pouvoir par le P.C.P. se retrouvent en s'amplifiant après chacune des périodes de crise qui se sont toutes conclues par un renforcement de l'influence des Communistes au sein du nouveau régime, qui s'affirmait avec les militaires à leur tête.

Agissant en écuyers fidèles du Mouvement des Forces Armées...

(Protestations dans la salle)

Le président - Ecoutez les orateurs, quels que soient leurs propos !

Antoine Blanca - ... qui appréciaient avec de moins en moins de retenue le concours de ce corps d'armée discipliné et apparemment efficace, le P.C.P. se renforçait en fait au rythme du renforcement du propre M.F.A. dont le pouvoir allait atteindre son apogée après le coup réactionnaire avorté du 11 mars.

La première crise intervint au début de l'été avec la démission du gouvernement modéré de Palma Carlos, remplacé par un membre influent du M.F.A., le général de brigade Vasco Gonçalves. On vit apparaître alors une nouvelle organisation, le M.D.P., qui fit son entrée au gouvernement et qui contrôle aujourd'hui, avec des éléments d'un autre groupe, le M.E.S., tout le secteur économique du gouvernement.

Or le M.D.P. a été créé de toutes pièces par le Parti Communiste portugais, en transformant, malgré les violentes protestations des Socialistes, les anciennes Commissions démocratiques électorales qui constituaient une organisation d'opposition tolérée dans l'ancien régime, en parti politique. C'était ainsi une première préfiguration de composante du futur Front national dans un régime à direction Communiste.

Or les Commissions démocratiques électorales ayant remplacé un peu partout les anciennes municipalités salazaristes, se sont intronisé un peu partout délégations spéciales et contrôlent ainsi l'administration locale dans plus de la moitié des villes et villages. C'est dire que si seulement 4%.

(Murmures dans la salle)

Le président - Que les paroles des orateurs vous paraissent intéressantes ou pas, déplaisantes ou pas, je crois que la meilleure camaraderie veut que nous les écoutions en silence, réservant à l'intérieur le jugement que nous portons sur elles.

(Applaudissements)

Un délégué - Pas d'allusion au Figaro !

Antoine Blanca - Je ne lis jamais le Figaro ! C'est dire que si seulement 4% des votants se sont reconnus le 25 avril dans le M.D.P, celui-ci dispose d'une implantation considérable au niveau de l'Etat comme à celui des communes.

Mais c'est le Parti Communiste lui-même qui a investi de haut en bas certains ministères, comme celui du travail, et qui depuis les dernières nationalisations s'est installé presque partout dans les postes de responsabilité des nouvelles entreprises nationalisées, et tu sais bien que c'est vrai, mon cher Georges Sarre !

Toutefois la crise la plus grave opposant Socialistes et Communistes est venue de l'apparition du projet de loi sur la Confédération syndicale unique. Ce projet, élaboré en secret au ministère du travail, vise à instaurer à partir de l'organisation provisoire entièrement entre les mains du P.C.P, et de leurs alliés, une force syndicale présentant les allures de syndicat officiel, prélevant notamment directement les cotisations sur les salaires.

Contrôle partiel mais efficace des rouages de l'Etat et des communes, contrôle de l'intersyndicale, contrôle aussi des mass-media par l'intermédiaire des conseils de journalistes, de techniciens, de typographes. Tous les quotidiens, à l'exception de deux, sont plus ou moins sous l'influence directe ou indirecte du Parti Communiste, y compris même República, le quotidien officieux du Parti Socialiste se voit souvent empêché de publier tel ou tel éditorial ou doit le modifier sous la pression des typographes. Je vais conclure.

Je tiens à conclure pour répondre à certaines interruptions particulièrement déplaisantes.

Si l'on venait à interpréter mon propos comme celui d'un adversaire de l'unité ou comme celui d'un anticommuniste d'une époque que j'espère révolue, on se tromperait gravement.

Dans cette courte analyse, je me suis efforcé d'être lucide pour servir l'avenir. La grande question que pose l'action du Parti Communiste portugais au cours de ces derniers mois est celle-ci : les Communistes sont-ils disposés à considérer les Socialistes comme des partenaires à égalité des droits et des devoirs dans le combat, pour bâtir une démocratie Socialiste ? Sont-ils prêts à renoncer au dogme qui les fait s'auto-conférer le rôle dirigeant parce que parti de la classe ouvrière ?

Je pose la même question que posait un article récent de Jean-Pierre Chevènement dans le Monde, et non pas dans le Figaro.

Le Parti Communiste portugais jusqu'à présent a refusé dans les faits de revenir sur ce dogme, lui qui avait été le premier parti occidental à applaudir à l'invasion de la Tchécoslovaquie. Mais d'autres partis Communistes comme les

Italiens, les Espagnols, font une toute autre analyse que je tiens pour positive. Quant au Parti Communiste français, en signant le programme commun de gouvernement, il s'est engagé dans un combat unitaire que l'on espère irréversible. La construction de la société Socialiste en France comme au Portugal réclame la présence des Communistes. Qui peut imaginer de la bâtir sans eux ? Mais qui peut aussi imaginer de la bâtir dans les Socialistes ?

(Applaudissements)

Encore faut-il, au Portugal du moins, que le Parti Communiste fasse ses propres choix, et celui de participer avec les camarades Socialistes à la direction politique du front de classe des travailleurs exploités, ce front de classe qui nous conduira ensemble à la victoire.

(Applaudissements)

Le président - La parole est à Popereen pour une communication de dix minutes. Je voudrais ajouter qu'hier, au Comité directeur, l'un des membres du Comité directeur mettait en avant la nécessité de la tolérance entre nous, seule façon pour que la confrontation de nos pensées et de nos positions, si divergentes soient-elles, puisse être efficace. Je demande à chacun d'entre nous de bien vouloir avoir cette réflexion présente à l'esprit dans les réactions ou les non-réactions avec lesquelles il accueille les propos des orateurs.

(Applaudissements)

Jean Popereen

Chers camarades, une interruption en somme dans notre débat pour une communication brève sur la campagne que la direction du Parti a décidé de lancer, la campagne de propagande, un an après la montée du Parti Socialiste.

Cette décision a été prise en tenant compte des données politiques générales, et notamment de cette constatation que chacun peut faire, à la fois de par l'activité des sections et des fédérations, les résultats de l'augmentation de ses effectifs, les résultats, semaine après semaine des élections partielles, et de beaucoup d'autres signes encore.

Incontestablement le Parti Socialiste est une force en plein développement. Il convenait donc de lui donner l'occasion d'intensifier encore son effort de recrutement, son effort d'élargissement, son effort aussi d'action et de propagande, de faire connaître mieux ses idées dans le cadre de la politique générale d'union de la Gauche.

Il nous a semblé qu'un an après la grande campagne unitaire présidentielle autour de François Mitterrand, il était bon de stimuler à nouveau cet élan du Parti en prenant appui sur la grande dynamique qui s'était développée alors, et qui a continué à se développer depuis.

Il doit être bien clair en effet que cette campagne n'est pas une campagne commémorative nous ne fêtons pas un anniversaire, même si ce fut une grande bataille, et si de justesse seulement nous avons échoué. Il s'agit au contraire de montrer comment, à partir de là, nous avons continué de progresser dans tous les domaines, d'où le thème de politique générale, un an après la montée du Parti

Socialiste; avec comme thèmes d'application plus précis le Parti de l'union, évoquant le rôle que le Parti Socialiste a tenu dans toute cette période écoulée depuis un an pour consolider encore l'union de la Gauche, l'union des forces populaires; le Parti de tous les Socialistes, avec l'évocation de l'élargissement important qu'a constitué le moment des assises du Socialisme; le Parti de la justice sociale, la part que nous avons prise dans les luttes pour l'emploi, contre la vie chère, le Parti des libertés, avec la dénonciation du faux libéralisme de Giscard; le Parti enfin de la solidarité internationale, et ici l'évocation du rôle croissant que joue le Parti Socialiste sur le plan international, de l'audience qu'il a prise, et les derniers événements en ont été encore une preuve.

Maintenant, les éléments pratiques de cette campagne. D'abord, une campagne de diffusion de matériel et en premier lieu, d'affichage. Déjà, les affiches qui ont été éditées au cours du mois écoulé, plus celle qui est ici, au fond, et qui se rapporte plus précisément à cette campagne. A ce sujet, une brève remarque technique : j'ai encore discuté ce matin avec un certain nombre de camarades et je comprends, nous comprenons, tous leurs arguments en faveur du petit et moyen matériel, mais, il nous semble vraiment que l'effort doit être fait peu à peu pour comprendre que le matériel de grande dimension est d'un effet de propagande supérieur ; il est plus difficile à placer à tous égards, c'est vrai, mais cet effort doit être petit à petit mené.

En second lieu, la brochure du secteur formation, à laquelle il a déjà été fait allusion. Cette brochure qui est en vente ici pour 3 F. sera la principale base d'argumentation pour nos camarades dans les manifestations diverses du mois de propagande. Elle doit donner les principaux éléments alimentant notre argumentation, nos explications, nos discussions, notre dialogue sur les places publiques, dans les grands ensembles, partout. Je crois qu'elle est vraiment un document indispensable.

Enfin, un dépliant présentant les cinq thèmes de la campagne et que nous aurons très vite.

Deuxième grand volet : les 1000 réunions publiques du Parti Socialiste. Il s'agit donc de réaliser, en moyenne, dans chaque département une dizaine de grandes réunions, notamment dans les secteurs où nous considérons qu'un effort particulier d'implantation, de recrutement doit être mené, là où nous pouvons avoir rencontré jusqu'ici quelques difficultés, alors que les possibilités sont importantes. Bien entendu, c'est un ordre de grandeur. Chaque fédération a à déterminer la direction, l'endroit où elle portera cet effort et comment elle le fera, mais cet ordre de grandeur a intérêt à être respecté si nous voulons pendant les six semaines qui viennent assurer partout massivement notre présence. Il va de soi que les réunions déjà prévues - il en est beaucoup et qui se déroulent en ce moment - les fêtes populaires déjà prévues - et il s'en déroule en ce moment - entrent dans ce cadre, il ne s'agit pas de bousculer ce qui est déjà prévu par les fédérations. Simplement l'ensemble des initiatives déjà en cours, des manifestations déjà prévues, s'inscrit dans la campagne générale "Un an après la montée du Parti Socialiste" et sous les thèmes que j'ai indiqués tout à l'heure, le tout culminant donc le 23 juin, au Palais des Sports, par une grande réunion, un

grand meeting public de la région parisienne. Il est bien entendu, le Comité directeur en a délibéré et en est d'accord, que cette manifestation devant avoir un effet de masse non seulement la fédération de Paris, les fédérations de banlieue, mais encore les fédérations proches de l'agglomération parisienne seront intéressées à sa préparation, que nous assurerons par les moyens habituels, mais en plus par la vente dès la fin de cette semaine d'un badge, vendu 1 F portant la date de la manifestation, le sigle du Parti, et qui donc sera un peu le signe de rassemblement pour cette journée du 23 juin.

Enfin, les journées du Parti Socialiste. A cet égard, une légère modification de date par rapport au document, à la circulaire que vous avez là ; nous porterons la correction qui résulte d'une décision du Comité directeur :

D'une part, "Le Parti Socialiste avec vous", ce sera à la date des 31 mai et 1er juin, Pendant ces deux jours, il s'agit d'aller partout où nous pouvons rencontrer les travailleurs, l'ensemble des citoyens, leur porter notre argumentation, discuter avec eux, avec des panneaux fixes ou mobiles, avec le matériel de diffusion, la brochure, le dépliant notamment, il s'agit de nous rendre sur les places publiques, là où il y a des marchés, car l'expérience a été faite par beaucoup, notamment dans les campagnes électorales, que ce sont les endroits où nous pouvons le mieux engager les dialogues, la discussion, convaincre. Bref, il s'agit de systématiser ce moyen.

Avant dans le temps, le 22 mai, la journée "Le Parti Socialiste avec les travailleurs" est une opération de même nature, mais aux portes des entreprises, en vue de renforcer là encore notre contact avec les salariés, la classe ouvrière. Bien entendu, il ne s'agit pas de prétendre le faire partout, il s'agit de choisir les endroits où cet effort sera le plus efficace, le plus "payant", et apparaît le plus nécessaire,

Tout cela veut dire que les Bureaux fédéraux ou Commissions exécutives fédérales, ont donc intérêt à se saisir de ce plan d'ensemble, de ses directives générales, pour appliquer sur le terrain, dans le cadre du département, dans les conditions précises du département, leur propre plan de campagne. Il va de soi que le Secrétaire fédéral à la propagande fait, à cet égard, ses propres propositions;

Alors, vous avez la circulaire qui précise ce que je viens rapidement de résumer et, d'autre part, nous allons distribuer dans la matinée la résolution du Comité directeur sur cette campagne, qui la situe politiquement et qui en donne les principales motivations. Je crois qu'après le succès de la campagne commune menée avec les autres partis de la Gauche sur la base des décisions prises fin février, nous pouvons, dans les semaines qui nous séparent du creux habituel de l'été, donner un élan nouveau au développement du parti, accroître encore ses effectifs, développer encore son influence.

(Applaudissements)

Le président - ... J'insiste de nouveau pour que ceux d'entre vous qui ont vraiment une démangeaison de conversations particulières veuillent bien aller les poursuivre à l'extérieur de cette salle afin qu'on puisse écouter les orateurs

"officiels", ceux qui sont à la tribune, dans les meilleures conditions. Merci d'avance.

Nous reprenons maintenant notre débat sur le rapport Jospin, par Michel Rocard, pour 10 minutes, et ensuite Laignel.

Michel Rocard

Mes chers camarades, cette Convention attendue depuis longtemps traite d'un problème essentiel pour l'avenir de notre Parti et pour celui de la Gauche tout entière.

Les débats d'hier après-midi furent fort intéressants et, je crois, de bon niveau par rapport au contenu même du rapport et au problème. Et pourtant, il me semble que nous courons un risque : celui que beaucoup de militants ne considèrent le problème comme quasiment réglé, la Convention comme trop tardive et le rapport de la Commission animée par Jospin comme un document d'archives.

En effet, reprenons un tout petit peu l'histoire de cette période récente; L'idée de cette Convention, le commencement de l'élaboration du rapport, remontent bien avant le Congrès de Pau, à la période la plus violente de la polémique engagée contre notre Parti par le Parti Communiste français. A cette époque, tout ce que disait le Parti Socialiste ou son Premier secrétaire était sujet à commentaires agressifs et nos silences bien plus encore. Une espèce de guérilla rampante atteignait les Conseils Généraux, quelques-uns des Conseils municipaux de grandes villes. Le déroulement des élections partielles en était affecté, au moins dans la phase de mise en place du dispositif de candidatures. Il était impossible de réunir le Comité de liaison de la Gauche et la Gauche elle-même baissait dans les sondages, d'autant plus que nous étions alors au sommet de l'offensive illusionniste d'un Président de la République fort habile dans l'art de tout commencer sans rien terminer, de parler des problèmes pour donner l'impression qu'il les résout, et de laisser publier quantité de rapports fort critiques et parfois judicieux, mais qui ne l'engagent pas, pour que l'on murmure avec admiration : "Eh ! Tout de même, il va loin !".. Avant même, qu'il ait fait quoi que ce soit !

(Applaudissements)

C'est dans ces conditions-là que la polémique a constitué un considérable cadeau à Giscard d'Estaing !

Mais la situation d'aujourd'hui, celle du temps de notre débat, est bien différente. L'agression paraît avoir pris fin, les commentaires soupçonneux et les procès d'intention ont disparu, Georges Marchais, devant le Comité Central du Parti Communiste français, a rendu compte de cette période dans des termes qui laissent penser qu'à ses yeux, et aux yeux du Bureau politique du Parti Communiste français, cette période est close. Une délégation de notre Parti revient d'Union soviétique et s'il est bien clair qu'en cette affaire les décisions et l'attitude du Parti Communiste français n'ont tenu qu'à lui seul et n'ont relevé que de sa seule décision, il est non moins clair que notre volonté de rétablir des relations régulières et fructueuses avec le Parti Communiste de l'Union

soviétique a été bien accueillie par le Parti Communiste français, Et puis, les élections locales partielles n'ont pas cessé d'être bonnes pour la Gauche et, tout spécialement, pour notre Parti, et la Gauche, et tout spécialement le Parti Socialiste, remonte dans les sondages.

Alors, une Convention pour rien ? Un rapport à l'usage des historiens et des politologues, comme on dit affreusement aujourd'hui ?

Certainement pas. C'est mené contre le danger qu'il en soit ainsi que j'entends centrer mon intervention.

D'abord, parce que si la partie publique de la polémique a disparu, l'intervention de notre camarade du vendômois, du Loir-et-Cher rappelle qu'il n'en reste pas moins une situation difficile, dont la gestion va incomber à toutes nos sections, avant même nos fédérations, c'est-à-dire directement "sur le tas".

Mais, en plus, je crois que le rapport élaboré pour cette Convention est un document de première importance, qu'il faudra relire, reproduire, intégrer dans la matière de nos stages de formation, et cela pour au moins trois raisons.

Ce texte, en effet, renforce l'identité du Parti Socialiste, renforce aussi l'unité du Parti Socialiste, et permet de relancer la dynamique unitaire.

Ce texte renforce l'identité du Parti Socialiste et cela, tout d'abord, par la manière dont il assume et critique tout à la fois notre propre histoire.

Camarades, je peux, ayant participé à la Commission d'élaboration du rapport, vous dire que ce ne fut pas sans mal, que quand il fallait rendre compte de la période classe contre classe, puis du Front Populaire, puis des parts relatives du Parti Communiste ou du Parti Socialiste dans la résistance, puis de la guerre froide, puis de la guerre d'Algérie, nous avons rencontré entre nous des divergences d'interprétation que vous imaginez sans peine ; qui n'est pas soucieux de retrouver la dignité politique de son propre passé ? Il y a dans la démarche faite par le rapport à cet égard, même si certains, dont je suis - par exemple sur la guerre d'Algérie - auraient souhaité qu'on pût aller plus loin - mais s'ils sont ici, c'est certain, moi compris, c'est bien tout de même parce que des choses ont été sauvegardées qui nous ont permis de redémarrer - quelque chose qui nous fusionne, qui nous unit par la capacité que nous avons eue de maîtriser et de discuter notre propre histoire.

Ce rapport renforce l'identité du Parti, ensuite, par la rigueur théorique qu'il manifeste. Vous n'avez pas un ensemble de digressions "vaseuses" sur les tristesses de la polémique, vous avez une réflexion organisée et cohérente.

Ce renforcement de l'identité du Parti se voit enfin par la cohérence qui apparaît et qui sert d'argument au rapport entre une stratégie et un projet original, la manière dont le vieux débat réformiste et révolutionnaire est évoqué, puis resitué, dépassé par la mise en place de la stratégie du contrôle ouvrier, du contrôle populaire, par l'ouverture de la perspective autogestionnaire dépassant cet antagonisme et utilisant les phases réformistes et les éventuelles phases révolutionnaires de notre propre histoire dans la synthèse d'un même axe stratégique. Notre identité, là, a progressé et ce rapport nous servira, et pas seulement dans le cadre d'un argumentaire de confrontation avec nos camarades Communistes. Deuxième élément : ce texte renforce l'unité du Parti Socialiste,

d'abord en manifestant avec la plus grande force que, quoi qu'il ait pu survenir pendant cette polémique, c'est toujours sur la base d'une ligne de gauche que le Parti continue de se développer depuis Epinay et depuis Pau. La sérénité, l'impavidité dont le Parti, globalement, a su faire preuve pendant cette affaire, sans dévier en quoi que ce soit de sa ligne de Congrès, montrent précisément ce renforcement de son unité autour de sa ligne principale.

Ensuite, il renforce notre unité parce que la majorité du Parti a compris que le problème de ses rapports avec le Parti Communiste ne devait pas être traité simplement en termes de rapport de forces, mais aussi au-delà du rapport de forces en termes de mutation respective du Parti Communiste et du Parti Socialiste et, sur notre propre mutation - le rapport en dit déjà beaucoup -. Jean Maire, il y a quelques instants, à cette tribune, avait sans doute raison de rappeler qu'il nous reste du chemin à accomplir, mais il n'était pas mauvais que le rapport fasse le point du chemin déjà engagé.

Et ce rapport renforce encore notre unité d'une troisième manière, parce que les représentants du courant n°2 semblent avoir accepté, puisque sur le fond de ce rapport ils n'ont pas fait apparaître de divergences, que c'était bien en renforçant la mutation du Parti tout entier, et non en jouant sur ses divisions, au moins sur ce point - réservons d'autres débats hélas - que les conditions du véritable débat avec le Parti Communiste pouvaient être réunies.

Enfin, ce texte, et c'est peut-être sa principale vertu permet de relancer la dynamique unitaire, d'abord parce qu'il pose les problèmes au fond et ne se contente pas de dresser un catalogue de récrimination du Parti Communiste, pour y opposer des réponses cas par cas et récrimination par récrimination du Parti Socialiste ; si nous avions procédé avec cette méthode, s'en serait probablement fait de l'unité mais, au contraire, acceptant de nous regarder nous-mêmes, de nous mettre en cause, nous posons du même mouvement, les questions de la transformation nécessaire de chacun des partis, produite, engendrée par la dynamique unitaire. En effet, acceptant de s'interroger sur lui-même, le Parti Socialiste conduit et finalement contraindra historiquement le Parti Communiste à se poser aussi le problème de sa propre mutation. Le changement d'un partenaire change toujours l'autre partenaire.

Enfin, et c'est la dernière raison, parce que le rapport ouvre la voie d'une relance de l'union de la Gauche sur des bases stratégiques et programmatiques plus solides, je crois, dans notre discours commun, dans nos plates-formes communes. Cela est d'autant plus important que la diminution ou la disparition de la polémique ne signifie pas pour autant, camarades, le retour à l'Union. C'est le dernier point sur lequel je voudrais attirer votre attention.

Bien des éléments laissant craindre aujourd'hui, en effet, que nos camarades Communistes, renonçant à une polémique qui leur est reprochée dans la classe ouvrière et qui, par conséquent, leur porte à eux aussi préjudice, n'en soient pas moins revenus à une stratégie d'autonomie totale où l'union de la Gauche - c'est une hypothèse mais c'est une hypothèse étayée par des indices lourds - resterait matière à discours mais pourrait bien n'être plus la stratégie fondamentale. Le refus des actions communes à la base, des situations comme celle du vendômois

- le discours de notre camarade du Loir et Cher m'a frappé mais on a certainement tous été frappés par les limitations et les difficultés à l'occasion des meetings communs sur l'emploi, l'incertitude, et vous le savez bien tous, sur la future stratégie municipale du Parti Communiste, et le risque qu'il ne présente des listes autonomes, tout cela peut créer une situation encore plus mauvaise pour la Gauche que ce que j'appellerai la polémique donc l'unité n'affirmée.

Si tel était le cas, nous n'en sommes pas sûrs et cela fait partie des questions qu'il faut poser au Parti Communiste, mais si tel était le cas, il ne s'agirait plus seulement de confirmer au Parti Communiste français l'opinion que nous restons unitaires. Il s'agirait alors d'être capable de forcer à nouveau l'unité et à appeler à cet effort l'ensemble des travailleurs.

Telle peut être sans doute, camarades, telle va être sans doute notre tâche essentielle dans la période qui commence et nous trouvons là toute la force et toute l'importance du rapport Jospin qui, pour ce travail politique est la meilleure des bases que nous puissions espérer !

(Vifs applaudissements)

Le président,- La parole est à Laignel pour dix minutes, ensuite, Jean-Pierre Chevènement.

André Laignel

Chers camarades, beaucoup de choses ont déjà été dites, excellentes, sur le sujet, parfois hors sujet puisque certains ont débordé d'ores et déjà vers la prochaine Convention sur l'autogestion. Il en est même qui ont essayé de nous expliquer comment ils concilieraient le rôle dirigeant de l'armée avec l'autogestion. Mais je voudrais, pour ma part, en rester au sujet et je voudrais présenter mon exposé presque sous forme de syllogisme.

La polémique a débuté parce qu'il y a eu montée du Parti Socialiste. Il y a eu montée du Parti Socialiste parce qu'il y a eu changement de nature du Parti Socialiste et, parce qu'il y a eu changement de nature, que le Parti Socialiste est monté, on a attaqué la nature du Parti Socialiste.

(Brouhaha)

En replaçant au niveau européen l'évolution des Partis Socialistes, souvenons-nous, camarades, d'une date : 1959.

1959, c'est la sociale-démocratie triomphante. C'est Godesberg, c'est l'affirmation de l'anticommunisme, c'est l'abandon de la référence marxiste, c'est l'acceptation de la gestion du capitalisme, c'est aussi - conséquence des 3 précédents choix - l'abandon de la notion de Parti de la classe ouvrière pour - et c'est le texte même de Godesberg - l'affirmation que le Parti social-démocrate est le Parti du peuple tout entier.

Et, pendant un certain nombre d'années, les observateurs pensaient que décidément la voie du Socialisme européen était celle qui avait été définie par les Socialistes allemands. Et, douze années plus tard, en 1971, il y a eu Epinay. Epinay, c'est la répudiation de la troisième force, c'est la rupture avec le capitalisme, c'est la définition du Parti Socialiste, Parti du Front de classe

anticapitaliste ; c'est aussi la volonté du programme commun.

Et, l'on a vu, depuis Epinay, le pari d'un Socialisme tout court, progresser en Europe. Eh bien, c'est ce changement de nature qui explique la montée du Parti Socialiste en France, mais, en même temps, il est évident que cela crée le trouble. Un Parti Socialiste ancré à gauche, camarade, cela oblige le Parti Communiste à se poser des questions. Cela oblige le Parti Communiste à, peu à peu, essayer d'attaquer la nature même du Parti Socialiste que nous avons voulu réaffirmer ; cela oblige à poser la question de la réforme ou de la révolution. Cela oblige à poser la question d'un Parti Socialiste qui serait social-démocrate. Eh bien, nous, camarades, notre choix a été fait. Epinay c'est le contraire de la sociale-démocratie!

Alors, quel peut être l'avenir ? Quelles peuvent être les conditions pour que l'Union avance et progresse ?

Il me semble qu'il est nécessaire d'avoir un débat de fond sur trois problèmes essentiels avec nos camarades Communistes car l'approfondissement de l'Union passera inévitablement par l'accroissement de la cohérence de nos analyses.

Le premier point, c'est la conception du rôle de l'Etat.

Le second, c'est la notion de contrôle, aussi bien au plan économique que politique ou social.

Le troisième, c'est la finalité de la construction européenne et de la défense.

Ce sont là 3 points fondamentaux qu'il nous faut approfondir avec nos camarades Communistes, mais surtout, que l'on ne s'y trompe pas, même si nous parvenions à un accord complet sur ces 3 points, cela ne résoudrait pas, sur le fond, les problèmes à court terme. Au contraire, plus les conceptions se rapprocheront, plus il sera nécessaire, pour nos camarades Communistes, de réaffirmer leur identité et donc de réaffirmer qu'ils veulent être le Parti de la Révolution, qu'ils veulent être le seul parti de la classe ouvrière. Et, face à cela, camarades, eh bien il faudra que le Parti Socialiste continue à approfondir son idéologie et continue à garder sa sérénité! Mais, si l'approfondissement du débat, tel que nous la souhaitons, ne résout rien à court terme, permettez-moi de vous dire, camarades, qu'il peut être décisif pour le long terme ; et, le long terme, camarades, dans très longtemps peut-être mais peut-être moins que certains le pensent, ce peut être la réunification du mouvement ouvrier.

Alors, laissez-moi, pour l'immédiat, terminer par un vœu ; un vœu qui n'est peut-être pas politique mais qu'il est nécessaire que chacun d'entre nous garde à l'esprit.

Nous avons des accords contractuels qui existent. C'est le programme commun, bien sûr. Mais il faut que l'on dépasse les simples accords contractuels pour en arriver à des rapports de confiance, et le chemin des accords contractuels aux accords de confiance est le même que celui que nous devons parcourir pour aller de l'espoir à la victoire.

(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jean-Pierre Chevènement pour 20 minutes, et enfin, Debarge.

Jean-Pierre Chevènement

Chers camarades, si j'en crois mes oreilles, nous sommes d'accord sur beaucoup de choses, pas tout à fait sur presque tout puisqu'il y a quand même le M.F.A. qui a fait quelque bruit ici.

Cette Convention, je pressens aussi que beaucoup d'entre nous souhaiteraient qu'elle n'ait pas lieu ou qu'on l'oublie, parce qu'après tout, la polémique qui lui a donné naissance s'atténue et le danger est effectivement qu'on oublie les problèmes qui ont été révélés par cette polémique, qui ont été révélés par le 21^{ème} Congrès du Parti Communiste.

C'est vrai qu'au 21^{ème} Congrès du Parti Communiste, et si l'on regarde les textes du projet de résolution et de la résolution elle-même, on constate qu'il y a une différence, une différence importante : le 21^{ème} Congrès du Parti Communiste a réaffirmé la perspective du Socialisme, ce qui n'est pas pour nous déplaire, mais a réaffirmé aussi le rôle propre du Parti Communiste, comme parti de la classe ouvrière, la nécessité d'élever la qualité de l'union, c'est à dire du point de vue du Parti Communiste, de faire rabattre les Socialistes de quelque peu de leur superbe.

Ceci nous pose de graves problèmes et cette Convention, à certains égards, est une convention du Parti Socialiste face à lui-même. C'est le problème de notre identité de notre conception du Socialisme, de notre conception de la transition au Socialisme qui est posé. En ce sens, je crois que le rapport de Jospin fournit une très bonne base de départ pour la réflexion ; c'est un document de travail, comme il le dit lui-même et je crois qu'il peut nous permettre d'avancer.

C'est pour essayer d'avancer que je centrerai mon exposé autour de trois idées : Je veux montrer, d'abord, que le dialogue entre les partis Communistes et les partis socio-démocrates est naturellement et a toujours été un dialogue biaisé.

Historiquement, au-delà des critiques réciproques, le réformisme social-démocrate s'est toujours conjugué avec une très grande prudence du Parti Communiste, en France du moins, pour engager le processus de la transition au Socialisme. Voyez 1936, 1944, 1965.

Quant à porter un jugement, je ne m'y aventure pas, pour le moment ; on en parlera tout à l'heure.

En second lieu, je poserais la question de savoir si nous sommes un parti social-démocrate, si nous sommes encore un parti social-démocrate ou si nous sommes déjà ce parti de type nouveau dont a parlé Jospin, et, dans ce cas, quels sont les traits qui le caractérisent par rapport à un parti social-démocrate ?

Enfin, en troisième lieu, je montrerai que pour approfondir l'unité, pour parvenir à une nouvelle étape, à une troisième étape nécessaire de l'union de la Gauche, nous ne devons pas nous en remettre à nos partenaires, à notre principal partenaire, pour le soin d'y parvenir ; nous devons compter sur nous-mêmes, comme dit Mao Tsé Tong : "compter sur ses propres forces, "compter sur les masses, sur les luttes qui ne peuvent manquer de se développer dans les mois et dans: les années qui viennent.

Je disais que le dialogue traditionnel des Socialistes et des Communistes était un

dialogue quelque peu biaisé.

Il est important de revenir un peu sur le passé, je m'en excuse auprès d'un certain nombre de camarades, mais le mouvement ouvrier a une histoire et il faut la comprendre. Voilà 55 ans qu'il est divisé, nous sommes arrivés au point où nous pouvons dresser un bilan ; ce bilan est un bilan d'impuissance. Jospin nous a présenté l'histoire des relations PS/PC un peu comme un ballet : tantôt les uns occupent le haut du pavé, tantôt ce sont les autres... un ballet qui n'est pas aussi gracieux, évidemment, que celui du lac des Cygnes, et c'est dommage !

Le problème fondamental, à mon avis, est resté dans l'ombre : c'est celui des origines de la scission. Pourquoi y-a-t-il des Communistes ? Eh bien, parce que les partis de la 2^{ème} Internationale, les Partis socio-démocrates ont fait faillite ; ils ont fait faillite en août 1914 ; ils ont fait faillite devant la première guerre mondiale qu'ils avaient juré d'empêcher par la grève générale, et, au fond, le léninisme, la fortune du léninisme a été bâtie sur cette faillite, sur la critique de ces partis qui s'étaient laissé intégrer dans le système. Et le léninisme est une critique rigoureuse, une critique qui a sa cohérence. La sociale-démocratie, elle, ne donne pas de réponse cohérente au léninisme ou plus exactement se définit par rapport à lui contre lui, avec des critiques judicieuses qui ont été fournies ; la meilleure forme en a été fournie par Léon Blum, dans son discours du Congrès de Tours, dont notre Premier secrétaire se réclamait encore au Congrès de Pau. Mais, par elle-même, la sociale-démocratie n'a pas analysé sa faillite, n'a pas analysé les problèmes que posait son intégration au système bourgeois.

Elle est donc à mon sens mal fondée de reprocher au Parti Communiste de ne pas la soutenir en toutes circonstances, bien qu'elle fasse ces reproches de bonne foi, puisque, par définition, elle n'offre pas une autre voie que celle qu'elle a toujours présentée.

Le schéma du Parti Communiste est beaucoup plus cohérent, mais à mes yeux, il s'est pas opératoire et quand je dis à mes yeux, je parle pour quelqu'un qui n'a pas vécu le Front Populaire, j'étais trop petit en 1944, j'ai vécu mai 1968, et je constate simplement qu'en aucune de ces circonstances la France n'était mûre pour le Socialisme aux yeux du Parti Communiste. Je ne le lui reproche pas, je constate que telle a été son analyse.

Il définit le Socialisme comme le pouvoir de la classe populaire, de sorte qu'aux yeux du Parti Communiste les conditions de la transition au Socialisme sont évidemment rarement réunies, elles ne le sont que quand le Parti Communiste est en mesure d'assumer un rôle dirigeant. On comprend très bien cette cohérence, mais évidemment c'est peu opératoire et, historiquement, on doit constater cette conjugaison du réformisme social-démocrate, d'une part, et, d'autre part, de la prudence du Parti Communiste.

Voulez-vous des exemples, camarades, car nous sommes là pour tirer des leçons ?

Jospin l'a dit lui-même, en 1936, c'est Thorez qui disait qu'il fallait savoir terminer une grève et ensuite c'est Léon Blum qui décrétait la pause.

Je ne critique toujours pas, car il faudrait analyser.

Gérard Jacquet a essayé de le faire hier, ce que cela signifiait aux yeux du Parti

Communiste, cela signifiait que seule était possible, sur le plan international, une alliance entre les sociétés bourgeoises d'occident et l'URSS de Lénine. Au yeux des socio-démocrates, il fallait surtout préserver la paix et ne pas faire non plus la révolution, sauf pour une petite partie d'entre eux, qui n'étaient pas cohérents, parce qu'ils voulaient aussi la paix.

En 1944, c'est le Parti Communiste qui accepte le désarmement des F.T.P. et la S.F.I.O. d'alors qui louche et louchera de plus en plus vers le M.R.P.

En 1968, c'est le Parti Communiste qui est le premier à accepter une issue électorale, dont nous savons qu'elle a été désastreuse, mais cette acceptation va avec le refus d'un programme commun de gouvernement et le refus d'une transition vers un autre type de société qui était pleinement actuelle si l'on en juge par le plus puissant mouvement de masse que notre histoire ait jamais connu.

Si je fais un bilan, je dis qu'historiquement la social-démocratie, le Parti Communiste, n'ont pas posé en réalité le problème de la transition au Socialisme et je crois qu'on ne peut compter ni sur les uns, ni sur les autres pour le faire.

Aujourd'hui, le Parti Communiste ne pose pas les vraies questions ; si on porte un jugement d'ensemble sur la polémique, le Parti Communiste a eu pour but de montrer qu'il était le principal parti, le principal parti de la classe ouvrière et pas le Parti Socialiste, ceci avec des arguments d'un niveau très varié.

Les vrais problèmes n'ont pas été abordés, les problèmes, que nous avons commencé à poser, que nous avons posé au Congrès de Pau à savoir la nature du front de classe : est-ce que quand, nous, Socialistes, nous parlons du front de classe, nous parlons aussi de l'alliance anti-monopoliste défensive, d'un rassemblement de mécontents qui n'a pas une volonté offensive, la volonté de transformer vraiment la Société ? Il est évident que si nous restons dans cette conception très floue du front de classe, nous prêtons la main à tous ceux qui voudront orienter le processus dans un sens qui ne sera pas le nôtre. On peut prêter la main aux uns et, naturellement, surtout aux autres.

Quand le Parti Communiste déclare qu'il ne demande pas au Parti Socialiste d'être autre chose qu'un parti réformiste, il ne favorise pas la maturation de l'alliance nécessaire, de l'alliance anti-monopoliste en un front de classe offensif, il contribue à figer les choses dans une situation telle qu'au moment des épreuves, le Parti Socialiste ne pourra que trahir...

La conception des étapes aussi pose quelques problèmes. Le Parti Communiste déclare qu'il est pour des réformes démocratiques, des réformes profondes, mais il déclare lui-même - c'est la résolution du 21^{ème} Congrès - que c'est une expérience limitée, précise que nous proposons au peuple français, nous l'inscrivons dans une perspective qui est celle du Socialisme, mais dans un premier temps, c'est ce qu'on appelle la démocratie avancée".

Est-ce que ce régime peut être autre chose qu'un état très provisoire ?

Personnellement, je crois que cela ne peut être autre chose qu'un état très provisoire. Imaginons la société où nous sommes : c'est la crise, la crise grave, un coup de grisou est possible, ce n'est pas moi qui le dis, c'est Ceyrac, le président du C.N.P.F... une victoire de la Gauche aussi est possible, je crois que

nous l'avons montré dans le passé.

A partir de là, si nous engageons les réformes prévues par le programme commun de gouvernement, croit-on sérieusement que nous pourrions dix ans rester dans un régime de démocratie avancée, que nous ne pourrions pas attaquer la construction du Socialisme tout de suite ?

Personnellement, je crois que cette étape de démocratie avancée par définition est très provisoire.

Troisième problème de fond : le problème des conditions internationales du passage au Socialisme. Nous sommes allés en URSS, nous en revenons, nous avons discuté avec les dirigeants du P.C.U.S. Souvent, beaucoup de gens disent, en France, que l'URSS ne veut pas que la Gauche vienne au pouvoir en France et même que le Parti Communiste ne voudrait pas que la Gauche l'emporte, que le Socialisme puisse prêtre construit dans notre pays, parce que ce serait contraire aux exigences de la politique internationale de l'URSS, aux exigences de la co-existence pacifique. Personnellement, je ne crois pas que le Parti Communiste ait avec l'URSS le lien que certains croient, je crois qu'il est beaucoup plus subtil ; je ne pense pas non plus que pour les Soviétiques, le problème est de figer indéfiniment le statu quo économique et social en Europe de l'Ouest, car il y aurait là, la matière d'une contradiction en définitive mortelle, c'est qu'un pays qui se réclame de la révolution et qui serait contre-révolutionnaire serait un pays qui ne manquerait pas de subir des crises de plus en plus graves, et je ne crois pas cela. Mais je pense néanmoins qu'il y a problème quant à l'appréciation du rapport de force international qui permet de construire le Socialisme en Europe occidentale et je crois que nous ne devons pas subordonner à l'évolution de la contradiction entre les Soviétiques et les Américains la possibilité d'un passage au Socialisme en Europe occidentale.

Ceci nous amène à réfléchir dans un cadre qui est celui de l'Europe de l'Ouest, et de plus en plus l'Europe méditerranéenne, car il est clair qu'il y a des similitudes entre la situation en Italie, en Espagne, au Portugal et en France.

Enfin, il y a un dernier problème qui est celui du pluralisme et de la transition au Socialisme; je n'y reviens pas, car il a été abondamment évoqué, mais il est évidemment fondamental.

Ces vraies questions, elles se sont posées, elles se posent, nous les avons posées au Congrès de Pau, nous les posons encore aujourd'hui : Le Parti Socialiste veut-il devenir un parti de la classe des travailleurs et se préparer à un affrontement qui est de toute manière inévitable ?

La seule réponse obtenue jusqu'ici, c'est que le Parti Socialiste a signé le programme commun de gouvernement. Alors la question qui se pose est la suivante : est-ce que le fait d'avoir signé le programme commun fait de nous un parti révolutionnaire ou est-ce que cela ne change pas notre nature ? Et si nous répondons oui, il en serait de même du mouvement des Radicaux de gauche... Vous ne riez pas ? Bon...

Alors, je pense que d'une certaine manière, vous avez donc répondu à cette question.

Jospin, nous a dit, dans son rapport : Notre Parti est un parti de type nouveau.

Alors, la question que je voudrais maintenant aborder, c'est, le Parti Socialiste est-il encore une social-démocratie ou est-il déjà un parti de type nouveau ? Sommes-nous des socio-démocrates comme je l'entends dire très souvent et pas il y a des années.. j'ai entendu très souvent de bouchés très autorisés le dire ou des Socialistes d'un type nouveau ?

Je répondrai que nous sommes comme la chauve-souris, je suis oiseau...

Il y a une transformation incontestable, transformation qui a été matérialisée par le choix de la rupture fait à Epinay et par la signature du programme commun de gouvernement.

Le Parti s'est transformé, il s'est transformé sur le plan théorique : la percée autogestionnaire qui s'est faite, les assises du Socialisme, je l'espère la prochaine convention sur l'autogestion, ont mis l'accent sur le rôle du mouvement de masse et je pense que de ce point de vue, là, nous disposons d'outils théoriques qui nous permettent de critiquer les conceptions du Parti Communiste, cette assimilation abusive d'un parti à la classe ouvrière, d'un parti qui apporterait la conscience à la classe ouvrière et qui serait la classe ouvrière. Je crois que cette conception là, nous ne pouvons pas l'accepter, mais encore faudra t-il aller plus loin, dire notre rôle par rapport au Parti et au mouvement de masse, ce sera le travail de la Convention autogestionnaire, suite naturelle de celle-ci.

Le Parti a progressé sur le plan de son implantation, sur le plan des militants et dans les entreprises où existent 800 sections et groupes. Il a progressé sur le plan de sa capacité organisationnelle, sur le plan de sa capacité militante, mais, camarades, il ne faut pas se payer de mots et nous devons être des gens sérieux, sous la paille il y a le grain... la paille des mots et le grain des choses... la rupture, camarades, il faut la faire et dans 183 villes de plus de 10 000 habitants, il existe encore des situations qui ne matérialisent pas la rupture, et ce n'est pas en se taisant ou en faisant taire celui qui la révèle, qu'on changera les choses, c'est en mettant un terme à cette situation, donc au moment des municipales, on verra si le Parti Socialiste est capable d'aller dans le sens que tout le monde dit aujourd'hui, la théorie, il faut la bâtir.

Je dirai simplement que la conception de l'unité du Parti est fondée sur le fait qu'il s'agit d'une unité politique, sur un véritable dialogue, et que c'est de cette manière là seulement que le Parti a progressé et pourra continuer à progresser.

C'est dans ces conditions là que nous ne reconstruirons pas sur les mêmes bases qu'en 1920 ou 1945, car si nous ne voulons pas finir comme a fini le Front populaire ou comme a fini la 4^{ème} République, nous devons effectivement théoriser ce que nous voulons.

Le dépassement, camarades, est en cours, il n'est pas réalisé encore, nous sommes au milieu du gué, il faut continuer la mutation. J'ai entendu Michel Rocard dire que certains préféreraient jouer sur les divisions, non mon cher Michel, le problème c'est de continuer la mutation et s'il y a une division, c'est entre ceux qui veulent la continuer et ceux qui considèrent qu'elle est déjà réalisée et qu'on peut vivre sur le capital qui a été accumulé depuis le Congrès d'Epinay.

En troisième lieu, je dirai que pour parvenir à une nouvelle étape de l'union de la Gauche, pour approfondir l'unité, nous devons compter sur les masses et sur nous-mêmes. Cet approfondissement de l'unité est nécessaire, parce que l'unité, ce n'est pas quelque chose de statique, c'est un processus, un processus qui pose de graves problèmes au Parti Communiste, des problèmes d'identité et qui pose aussi des problèmes au Parti Socialiste, on le voit, on l'a vu.

Le Parti Socialiste a abordé courageusement cette mutation, mais elle doit aller plus loin, non seulement dans notre Parti, mais dans l'unité tout entière. Nous avons des convergences à réaliser, des convergences plus profondes sur le front de classe, sur les étapes de la transition au Socialisme, sur les conditions internationales d'une transition au Socialisme, sur la conception du pluralisme et nous devons réaliser ces convergences maintenant, sinon l'issue, ce sera le Chili ou le Portugal, encore que moi, personnellement, camarades, je vous l'avoue, je dois vous faire une confession, je préfère le Portugal au Chili, et je préfère l'armée portugaise à l'armée chilienne.

Je vous demande si vous aviez le choix... vous avez l'armée française, vous me direz, certes... mais entre les deux je ne balance pas et souvent on dit qu'en politique entre deux maux il faut choisir le moindre, n'est-ce pas, eh bien je considère que c'est quand même le M.F.A. qui a mis fin au régime de Caetano, et c'est quand même sur lui que repose très largement, mais pas sur lui seulement, sur nos camarades Socialistes également, mais aussi sur lui, que repose la bonne suite du processus qui a été engagé, mais on en reparlera parce que ce n'est pas fini.

Voilà les convergences que nous devons réaliser, et nous devons parvenir, j'ai dit, à une direction commune, ce qui ne signifie pas un état-major commun, pas un parti commun, car je ne crois pas que ce soit actuel, je ne pense pas que ce soit actuel, je ne pense pas qu'on puisse réaliser cette unité organique dans les années qui viennent, c'est un horizon qu'il ne faut pas perdre de vue, mais qui historiquement n'a pas de sens, je crois qu'il faut parvenir à une ligne politique fondamentale, assez fondamentale, si nous voulons réussir le pari engagé depuis quatre ans-

Comment y parvenir ? Par le dialogue idéologique au niveau des appareils ?

Non vraiment, je n'y crois pas. Nous avons balayé ces chimères et je crois que c'est Bérégovoy, de la fédération du Nord, qui hier disait encore que c'était quelque chose sur quoi il ne fallait pas revenir, venant de Bérégovoy cela me plaît particulièrement.

Pourquoi ne faut-il pas revenir sur le dialogue idéologique ? Parce que le dialogue idéologique ne peut photographier que des divergences, et parce que l'unité n'est pas la somme de ces composantes, car l'unité c'est autre chose, parce que la scission depuis 1920 ampute le mouvement ouvrier d'une grande partie de ses capacités et que par conséquent le Parti Communiste, plus le Parti Socialiste, ce n'est pas l'unité, c'est autre chose. Donc je ne dis pas qu'il ne doive pas y avoir un débat informel, comme celui qui est engagé dans nos revues respectives, à travers nos propres revues et à travers celles du Parti Communiste et pour tout ce qui l'entoure, il faut poursuivre ce débat, mais la véritable

convergence, beaucoup de gens l'ont dit, elle se réalisera dans l'action, pas au niveau non plus d'un code de bonne conduite ou d'une Commission d'arbitrage, qu'a évoquée Gérard Jacquet, il y a déjà une Commission, un Comité de liaison s'il y a des problèmes, d'ailleurs cela n'évite pas qu'il y ait des problèmes le Comité de liaison, et on ne peut pas penser qu'un code de bonne conduite soit la solution non plus, d'autant que les membres du Parti Communiste et du Parti Socialiste ne sont pas tous des gentlemen, il y en a, mais il y a encore un petit progrès à faire, il faut bien le dire, même au Parti Socialiste.

Alors, ces convergences, il faut les réaliser dans l'action, dans des actions communes bien entendu, celles qui ont été proposées à Pau, et l'expérience a montré que ceux qui voulaient aller plus loin que d'autres n'avaient pas tort, car au fond le Parti Communiste ne s'est pas tellement montré enthousiaste dans bien des cas à développer les actions communes. En réalité les actions communes ont souvent profité aux Socialistes, il faut le dire franchement, plus qu'aux Communistes, au moins autant qu'aux Communistes.

Eh bien, il est clair que c'est dans un document programmatique que devront être enregistrées les convergences dont je parlais tout à l'heure, c'est dans un document programmatique que nous pourrons effectivement aller plus loin, ce n'est pas par des discussions d'ordre idéologique!

Ce qui est déterminant dans la période qui vient, c'est la lutte, dans les deux années que nous avons devant nous, il n'y a pas de grande échéance électorale, mais il y a une crise, il y a des souffrances, il y a une prise de conscience, il y a un bon combat à mener, ce que nous pouvons impulser, nous Socialistes, en définitive dans les problèmes qui se posent à nous et qui nous opposent quelquefois au Parti Communiste, et nous devons savoir une chose, une seule chose, c'est qu'il n'y a pas d'autre garantie dans la vie que le rapport de force, l'existence, ce qui sera déterminant c'est donc la vie, la capacité à exister par nous-mêmes et sur le terrain, c'est le mouvement des masses qui, dans notre pays, inévitablement se développera et qui conduira l'unité à une nouvelle phase, à une nouvelle étape, celle de la victoire.

(Applaudissements)

Le président - La parole est à Debarge, pour six minutes.

Marcel Debarge

Camarades, je m'excuse, je vais peut-être avoir des propos un peu plus terre à terre.

En effet, nous avons entendu des exposés quelque peu théoriques, fort utile, nécessaire, mais la théorie cela doit servir demain, et dans les rapports entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste, mais ce qui doit sortir des travaux de cette convention doit servir à nos camarades d'Aubervilliers, de Stains, de La Courneuve et autres lieux, pour répondre au Parti Communiste et pour continuer un travail unitaire avec le Parti Communiste.

Une deuxième chose sur laquelle je voudrais intervenir, c'est peut-être une question de forme. J'entends dire qu'il y a tant de temps pour la majorité, tant de

temps pour la minorité.

Dans le cas particulier, n'étant ni majoritaire, ni minoritaire par rapport à ce qui se passe dans le Parti, par rapport aux propositions du Comité directeur, j'aimerais quand même, que l'on considère une Convention nationale comme le reflet des fédérations et que l'on accorde le temps nécessaire - cela a été fait en ce qui me concerne - pour les délégués des fédérations, prioritairement peut-être à des notions de courant de pensée.

Je ne viens pas moi ici en tant que Représentant d'un courant de pensée, je viens en tant que représentant d'une fédération qui a tenu sa convention et qui éprouve le besoin de s'exprimer devant une Convention nationale.

(Applaudissements)

Nous avons donc, en ce qui concerne la fédération de la Seine Saint-Denis, discuté au cours d'une convention fédérale du rapport d'aujourd'hui.

D'abord nous avons regretté l'insuffisance de préparation de cette Convention nationale, du fait que la circulation de l'information n'avait pas été bonne ou suffisante, que trop souvent les sections n'ont pas eu le temps matériel de discuter de l'ordre du jour de cette Convention nationale d'aujourd'hui.

Et, à la veille d'une Convention nationale de l'importance de celle qui va se tenir prochainement sur l'autogestion, nous estimons nécessaire que la préparation de cette Convention nationale sur l'autogestion soit faite de telle manière qu'elle permette un débat au fond, qu'elle permette un débat dans toutes les sections, pour que ce soit véritablement quelque chose qui représente ce que pense le Parti à ce sujet.

En ce qui concerne donc le rapport de Lionel Jospin que nous avons pu discuter tant bien que mal, l'ensemble des camarades de la Convention fédérale de la Seine Saint-Denis a estimé que ce rapport dans son ensemble était positif.

Nous avons apporté un certain nombre d'éléments critiques, notamment sur un chapitre qui concerne la fameuse Commission d'arbitrage, nous ne croyons pas en effet aux vertus et à l'efficacité d'une sorte de tribunal suprême qui aurait pour but de trancher des litiges entre les différentes formations qui participent à l'union de la Gauche.

Il nous a semblé nécessaire aussi de mettre le doigt sur deux faits importants, que j'appellerai les deux méfiances, à savoir la méfiance de ceux qui disent que quand on s'allie au Parti Communiste, il se peut qu'il y ait atteinte aux libertés, la seconde qui consiste à craindre que les Socialistes ne retournent à leurs vieux démons, du type alliance de troisième force.

Lionel Jospin a dit que le Parti Socialiste avait tourné le dos à ces vieux démons que je viens d'évoquer... Certes des progrès ont été effectués, il n'en reste pas moins vrai que ce n'est pas seulement par un rapport écrit que l'on verra si les vieux démons sont bien morts, mais par la pratique constante de l'action unie de la Gauche, et à travers la tenue de meetings comme ceux que nous venons de voir se dérouler dernièrement, et à travers l'action unitaire quotidienne, mais aussi dans la même conception unitaire, quand se poseront des questions d'échéance électorale.

Autre point important, ne pas laisser le Parti Communiste - d'autres orateurs

l'ont excellemment dit - apparaître comme le seul représentant ou le seul parti de la classe ouvrière, et pour cela il est nécessaire que nous nous développons dans les entreprises, tant il est vrai qu'il est bien de dire que nous sommes un parti ouvrier, mais nous ne deviendrons vraiment un parti ouvrier que dans la mesure où il y aura de plus en plus d'ouvriers qui rejoindront le Parti ouvrier que nous souhaitons être.

Cela, c'est une donnée importante, essentielle pour le futur.

La contestation théorique qui doit se produire à l'égard du Parti Communiste dans ce domaine, cela se fait par une action persévérante, difficile, cette contestation doit devenir aussi une contestation pratique par notre présence, par le soutien que nous devons apporter aux travailleurs, par notre participation à la lutte des travailleurs. Il existe certes une émulation entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste, et c'est très bien si nous savons conserver, comme nous l'avons fait, notre sang-froid et si nous avons en permanence une logique qui consiste à dire et à agir, non seulement en fonction de l'émulation mais de la lutte à mener contre l'adversaire principal, le capitalisme.

(Applaudissements)

Le président - Nous allons maintenant entendre le Premier secrétaire du Parti.
Je donne la parole à François Mitterrand.

François Mitterrand

Mes chers camarades, je m'efforcerai de rester dans le sujet de cette Convention. Nous avons d'autres rendez-vous prochains, dont celui du débat sur l'autogestion, qui recoupera sur de nombreux plans la discussion d'hier et d'aujourd'hui.

S'il s'agit en effet de répondre à une polémique par les meilleures définitions théoriques, ce qui me paraît comme à vous nécessaire, le débat sur l'autogestion, qui ne sera pas tout, sera quand même beaucoup afin de définir les directions à prendre et de fixer l'itinéraire.

Je limiterai donc cet exposé à la polémique et aux conclusions qu'il convient d'en tirer quant on est Socialiste.

Je vous rappellerai que les critiques du Parti Communiste ont d'abord porté sur la pratique du Parti Socialiste et que ce n'est qu'un peu plus tard, et même beaucoup plus tard qu'elles ont porté sur la théorie.

Pourquoi ce décalage dans le temps ?

C'est à mon sens parce que les critiques sur la pratique se sont épuisées d'elles-mêmes et que n'ayant plus grand chose à dire, sur ce plan tout au moins, il convenait de porter plus loin l'explication fondamentale, de revenir aux sources de l'histoire et de reprendre le débat qui a derrière lui plus de cinquante années, sur lesquelles en effet il était difficile de répondre par oui ou par non, ou de pouvoir saisir l'opinion publique au cours de n'importe quelle relation radiotélévisée, le sujet est trop important, trop complexe, Il était aisé de diffuser tout autour une nappe de brouillard, d'autant plus que beaucoup de Socialistes membres de notre Parti, cultivent sur ce plan des tentations singulières qui

consistent à considérer qu'à priori nous avons tort.

Et je voudrais me placer sur ces deux plans. Éliminons les critiques qui ont porté sur la pratique, très vite, puisqu'elles n'ont pas résisté à six mois de canonnade.

Vouliions-nous aller à l'Élysée ?

Ce n'est pas nous qui avons accepté, ni nous qui nous y étions rendus, ni qui nous sommes cassé le nez devant la porte.

Tentions-nous de séduire les électeurs modérés ?

Nous avons fait une brève comparaison entre les arguments employés par les uns et les autres, lors des joutes électorales nous nous sommes aperçus que nos candidats n'en disaient ni plus, ni moins et que s'il y avait un terrain solide, de caractère révolutionnaire et de luttes de classe qui unifiait les candidats Socialistes et les candidats Communistes, c'est bien qu'il ne s'agissait d'écarter que M. Dassault, car peu à peu, par un glissement collectif, c'est le cas de le dire, commun, c'est encore l'occasion de le dire davantage, entre Socialistes et Communistes, on a substitué tranquillement, les circonstances l'exigeaient peut-être, la notion de masse à la notion de classe, mais qui est indemne de cette critique ?

On pourrait continuer longtemps... A quoi bon, vous le savez.

Plus sérieuses, mais plus tardives, donc moins authentiques ont été les critiques portées sur la théorie. J'observerai, pour que les choses soient claires, que toutes ces critiques, théoriques ou pratiques, sont nées exactement trois jours après six élections partielles, ce qui ôte un peu de hauteur ou de majesté à ce débat.

Et pourtant, pour qui sait lire, on pouvait en retrouver déjà les traces dans un certain nombre de revues sérieuses, surtout au sein du Parti Communiste ; les éléments de la construction s'amassaient, manquait l'événement, les élections partielles l'ont fourni.

Nous l'avons presque oublié nous-mêmes aujourd'hui... Qui se souvient de cela ?... Et ce n'est pas la peine de remettre sur le tapis une discussion de pure concurrence. J'espère que cette Convention nationale aura au moins pour effet heureux et bénéfique pour l'ensemble des partis de la Gauche de ne pas situer la discussion de caractère historique que nous avons engagée sur le seul plan des compétitions, bien que ce ne soit pas indifférent à des partis qui s'adressent au suffrage universel.

M'intéresse davantage le débat sur la théorie. D'abord il s'est adressé à la crise. Nous avons été accusés d'accepter l'explication des dirigeants capitalistes et d'accepter du coup indirectement leurs solutions.

Eh bien, il fallait se serrer la ceinture! Le monde était en crise, l'inflation gagnait... Qu'est-ce que vous voulez, il faut ce qu'il faut... puisque dans la théorie giscardienne quand il y a de l'inflation il n'y a pas de chômage, et puis lorsqu'il n'y a plus d'inflation il y a du chômage, puisque c'est un couple infernal, eh bien puisque décidément nous sommes tous d'accord, je l'ai dit moi-même l'an dernier à la même époque, nous ne voulons plus d'inflation, il faut accepter le chômage.

Mais nous avons toujours récusé cette explication, toujours... Nous avons toujours dit, nous aussi, qu'il ne s'agissait que, si j'ose employer cette

expression, d'une crise du capitalisme mondial dont les caractères sont spécifiques, précisément parce qu'il s'agit d'un processus, que vous m'excuserez de rappeler tant il est banal dans l'esprit d'un Socialiste, tout simplement le phénomène expliqué par le premier des historiens Socialistes et le premier d'entre eux, non pas chronologiquement mais quant à la qualité ou la force de la pensée, je veux dire Karl Marx, sans oublier Engels, c'est-à-dire le phénomène de l'accumulation du capital, qui aboutit à sa concentration, à la liquidation de la libre concurrence, à la liquidation des classes moyennes, à la liquidation des entreprises de petite et moyenne importance, pour la création de l'empire capitaliste détenu par quelques-uns, c'est le rapport de forces le plus simple, c'est cela le capitalisme ; on en est maintenant à l'échelon du processus qui a rendu, non pas encore tout à fait, mais on approche, la détention du capital par quelques sociétés multiples, en tout cas elles ont déjà une force dominante, même si ce n'est pas une force totale, complète.

Voilà, je ne dirai pas que l'argument est usé, il est tellement présent, il est tellement moderne, il est tellement actuel et c'est la justification tellement lumineuse, l'explication qui a engagé tous les militants Socialistes de tous bords, depuis déjà plus de cent ans.

Or, on aurait l'air de s'étonner soudain...

La différence peut-être d'appréciation, entre Communistes et Socialistes, tient à notre histoire qui est, vous le savez nous y revenons, différente, quand elle n'est pas contraire, c'est qu'il y a une sorte de mythologie dans les milieux Communistes, plus forte que chez nous.

Après 1907 on a pensé, dans le monde marxiste léniniste, dans les sociétés Communistes, qu'il y avait deux moyens, deux chemins pour parvenir à liquider l'ennemi capitaliste, c'était la guerre et c'était la crise.

La crise étant attendue du monde capitaliste lui-même, il se dévore lui-même, sans qu'on ait besoin d'intervenir. Je sais bien que si on intervient, on ne refuse pas les coups de pouce.

La guerre, le monde Communiste y a renoncé et je suis personnellement convaincu que c'est une démarche sincère, parce que c'est une démarche réaliste. Le monde Communiste a estimé que la révolution ne se gagnerait pas par la bombe atomique. Voilà !

A partir du moment où l'adversaire dispose d'autant de bombes, le cas échéant d'un peu plus, on ne peut pas mettre l'enjeu de la révolution qui justifie l'action d'un homme, d'une génération, et finalement de l'histoire tout entière, au hasard d'un événement militaire. Tout le prouve, et les dernières conversations que nous avons eues en votre nom avec le Parti Communiste de l'Union soviétique, au niveau où se sont placés les Soviétiques avec la direction assurée par Lasousof et Ponamarof, nous ont confirmés dans cette certitude.

Ceci ne veut pas dire que l'Union soviétique et que le monde Communiste négligeraient les occasions qui leur seraient fournies, à la condition, j'exprime toujours ma conviction, que les occasions fournies n'arrivent pas au point de déséquilibre qui pourrait nous remettre dans l'hypothèse initiale, la révolution se jouant sur les cartes de la guerre.

Mais l'explication de la crise, elle reste l'explication fondamentale; elle touche d'ailleurs davantage ceux qui se flattent, et souvent à juste titre, d'avoir une approche scientifique du fait historique, économique et social. Le Communisme doit se détruire lui-même; rappelez-vous nos premiers maîtres. Il ne s'agit pas de dire : le capitalisme, c'est bien, le capitalisme c'est mal. On dit : c'est une étape de l'histoire et des rapports de force entre classes sociales, et on dit que le processus même du système économique du capitalisme doit amener ce capitalisme à s'accumuler, à se concentrer, et puis lorsqu'il sera tout à fait concentré, à disparaître parce qu'on pourra le saisir et créer les forces politiques et révolutionnaires qui, au même niveau, seront capables de le bousculer. Il s'anéantit de lui-même.

Alors si la crise hâte ce processus interne, c'est la crise qui est la solution, et rappelez-vous qu'au moment d'une grave crise qui a précédé celle-ci, je veux dire celle de 1929 et 1930, qui est d'une nature tout de même tout à fait différente de celle de 1951-1952, déjà à cette époque le Parti Communiste avait adopté une attitude de retour extrêmement violent à la notion même, sur le plan du suffrage universel, classe contre classe, du refus des alliances avec les Socialistes ou les socio-démocrates, je reviendrai tout à l'heure sur cette distinction, on est même arrivé à des points de rupture. Les années les plus dures qu'ont connu nos anciens - et quelles uns sont dans cette salle - ont après tout, certainement été les années 1925 à 1932, parce que la crise était devenue comme une sorte de croyance plus que scientifique, mais mythique. Quand on concentre tous les regards et toutes les espérances sur une éventualité donnée, et voilà qu'il semble qu'elle se produit, qu'elle se charge d'émotion, de conviction, de foi, de volonté, comment réprimer ce mouvement vers la certitude ?

Et puis le capitalisme a montré que d'abord il n'était pas - c'est mon explication la plus stricte - au bout de son processus scientifique. Je ne dis pas comme certains d'entre nous, c'est parce qu'il était tellement intelligent, c'est parce qu'il avait tellement de ressources. Il en a, et il est intelligent, pourquoi ne le serait-il pas ? C'est une phase de l'histoire des hommes dans les sociétés industrielles, et cela n'a pas été dit par hasard. Mais je pense beaucoup plus que tout simplement le capitalisme n'était pas arrivé au bout de sa course, et qu'il est toujours très difficile, même au bénéfice d'une analyse extrêmement précise, sérieuse, de fixer les étapes dans le temps. C'est beaucoup plus difficile de savoir quand le moment arrive, même si l'on sait qu'il arrivera fatalement.

Eh bien je suis convaincu que le monde Communiste a acquis à nouveau cette certitude que le moment était venu!

La crise de ces deux dernières années a été préparée par le développement même du capitalisme international, qui n'est plus aujourd'hui assuré de sa rentabilité dans les sociétés évoluées, et qui joue de tous les moyens techniques, économiques et humains, c'est-à-dire la conquête des marchés, y compris les marchés du monde Communiste, ceux du Tiers monde, la multiplication des consommateurs, c'est bien nécessaire, des producteurs à bas prix, la détention des matières premières, tous les événements qui se sont produits au cours de ces derniers temps, et dans les pays dits évolués, industriels avancés, deux

phénomènes : d'une part développer l'inflation, s'assurer des profits non plus sur l'accroissement de la richesse, mais sur la spéculation et l'utilisation de l'effort des travailleurs, et d'autre part essayer de développer par le moyen de l'inflation une sorte de stratégie.

Dans ce sens, notre analyse diffère de celle des Communistes, en tous cas de certains théoriciens Communistes que j'ai vus d'assez près, il semble qu'il y ait aujourd'hui une sorte de décalage qui se produit entre les pays industriels qui sont à l'origine du capitalisme et les grandes sociétés capitalistes elles-mêmes.

Je me souviens de ce que me disait mon ami Gau il y a quelque temps, il est dans cette salle, je ne sais pas s'il confirmera mes propos, il lui semblait que de plus en plus - il en a fait l'étude, je crois, de façon très approfondie -et même aux Etats-Unis d'Amérique, le revenu moyen des citoyens américains baisse depuis quinze ans, pour arriver à un point critique, et on assiste à ce phénomène qui peut paraître surprenant d'un capitalisme américain qui s'intéresserait à son développement mais pas à celui du citoyen américain.

Dans ce sens certaines théories Communistes ont été développées, estimant qu'étaient indissociables ces deux notions Le débat reste ouvert, mais ce n'est pas lui qui provoque le plus de vagues.

Alors nous, nous en sommes là, et la société Communiste internationale s'est mobilisée, pensant que cette crise fournissait enfin le moment venu. Eh ! Oui, l'an prochain, à Jérusalem... Je vous prie de croire que cela a animé toutes les sociétés, toutes les religions, toutes les espérances depuis que le monde est monde. Pour ceux qui croient, qui ont engagé leur vie, comment ne pas rêver, même si on accepte de ne voir jamais, de ne jamais toucher la terre que l'on aime, comment ne pas souhaiter que ce soit pour l'année prochaine ?

Je ne suis pas, moi, personnellement - je ne m'exprime pas en tant que Premier secrétaire, en disant cela, c'est à titre personnel, disons simplement que c'est la réflexion ou la lecture que chacun d'entre vous pour son compte met en œuvre - convaincu que la crise actuelle est décisive, bien que je l'estime beaucoup plus grave que celle de 51, 52; je ne dis pas aussi grave, je n'en sais rien encore, que celle de 1936... je ne sais pas, d'autres le diront à ma place, mais en tous cas je ne crois pas qu'elle soit décisive- Je crois simplement qu'elle est très importante.

Mais la mobilisation des esprits, des espérances, par l'analyse Communiste sur la crise décisive a provoqué partout, vous l'avez bien vu, indépendamment des facteurs circonstanciels comme la faiblesse du pouvoir américain et son recul dans les pays qu'il entendait encore coloniser, etc. une réaction, et il semble bien - en tous cas c'est ce que personnellement je ressens - que le monde Communiste ait opéré son durcissement comme s'il ne pouvait résister à l'aspect mythique plutôt que scientifique de ses propres analyses.

Il n'empêche que la crise rassemble des matériaux multiples qu'il s'agit d'exploiter en commun, Socialistes et Communistes, et tous les Socialistes du monde.

Loin de considérer comme négligeable ce qui se produit dans le monde occidental, je ne veux pas passer à l'as ou négliger ou oublier les moyens que

nous détenons, et que nous devons, je le répète, employer en commun. Mais nous avons toujours dit - et en ce sens il n'y a pas de difficulté théorique avec le Parti Communiste, en dépit de ce qu'il a publié - nous avons toujours dit, j'ai dit au nom du Parti Socialiste, et dès les premiers jours : il s'agit d'une crise économique mondiale du système capitaliste, et il n'y a aucune raison que nous allions à son secours, pour admettre qu'une politique d'austérité consisterait précisément à faire réussir ce calcul : "le capital baisse, c'est très bien, ce sont les travailleurs et producteurs qui vont payer la note". Jamais nous n'avons accepté cela. Qui l'a dit ? Ce n'est pas parce que nous reconnaissons la réalité de la crise qui au début était presque niée du monde capitaliste, était presque niée ou tout au moins mise en doute, comme si nos partenaires voulaient encore être plus sûrs que c'était bien le moment; et puis quand ils en ont été sûrs, alors rien ne les a davantage arrêtés, tandis que nous, nous restions plus modestes ou plus réservés quant aux conclusions générales à en tirer. Mais l'analyse était la même.

Faut-il parler des débats qui se sont développés un peu plus tard ? Car tout cela est venu lentement; d'abord les critiques qui portaient sur la pratique, je l'ai dit, ensuite les critiques qui portaient sur la théorie, mais circonstancielle, la crise économique du capitalisme mondial. Et puis on est allé plus loin, du côté Communiste. Je crois que ce n'est pas le premier, mais c'est la première fois que je l'ai remarqué lorsque Paul Laurent a un jour déclaré que sur le plan de l'explication fondamentale, de l'explication théorique de la société, de la victoire du prolétariat, des voies de passage au Socialisme, et du système lui-même qui serait mis en place après la prise du pouvoir, les Communistes avaient une réponse cohérente, et les Socialistes point !

Alors là, nous retournions au fond du débat, et si vous voulez bien, je voudrais m'y attarder.

Une remarque préliminaire cependant, mes chers camarades. Il semble que nous ayons besoin de resserrer nos analyses historiques. Je ne parle pas de ce que vient de dire Jean-Pierre Chevènement tout à l'heure, que j'aimerais quand même reprendre sur quelques plans, c'est-à-dire essentiellement sur l'ordonnance de son discours.

Je crois que l'on ne peut pas, ce ne serait pas le style de cette Convention dont je dois dire que j'ai admiré et apprécié le sérieux depuis la première minute, on ne peut pas - et cela a été le style des régimes que nous n'aimons pas - simplifier les débats au point de les rendre caricaturaux, comme si un courant détenait une certaine conception, le courant majoritaire une autre, cela va de soi sans quoi ce serait le même courant - encore que je n'en sois pas sûr, mais enfin acceptons que ce soit l'explication théorique de ce qui nous sépare, et qu'à partir de là tout ce que représente le courant n°2, je résume très brièvement, serait logique, sérieux, honnête, et tout ce que représente le courant majoritaire serait le contraire !

Jean-Pierre Chevènement - Ce n'est pas ce que j'ai dit !

François Mitterrand - Cela me ferait plaisir que vous réagissiez, cela prouverait que je touche assez juste. Mais j'ai relevé quatre points dans les cinq minutes de la conclusion de notre camarade. J'ai observé que Jean-Pierre Chevènement a opposé l'armée chilienne à l'armée portugaise, comme s'il était partisan de l'armée portugaise et nous partisans de l'armée chilienne, la Sociale Démocratie, celle qui fusille les travailleurs, au Socialisme dont il parle, mais je ne sais pas de qui il parle, parce qu'il semble bien qu'il n'y en ait jamais eu, bien entendu jusqu'à lui... Troisièmement ceux qui veulent des actions communes et nous qui n'en voudrions pas; quatrièmement ceux qui veulent s'arrêter au point où nous en sommes, et puis ceux qui voudraient continuer d'améliorer le Parti Socialiste. Ceci dans les cinq dernières minutes, c'est le titre d'une émission de télévision fameuse ! Voilà ce que j'ai noté hâtivement.

Eh bien je vais essayer de corriger ces vues un peu simplistes!

Nous sommes tous contre les armées chiliennes, nous apprécions tous le rôle joué par l'armée portugaise, bien que personnellement je sois toujours très réticent à l'égard des associations d'anciens combattants, je veux dire en la circonstance des anciens combattants du 25 avril.

(Quelques applaudissements)

D'autre part, il n'y a pas - mais j'anticipe sur mon discours - aussi aisément qu'on le dit les socio-démocrates et les Socialistes, Il n'y a pas ceux qui veulent les actions communes et ceux qui n'en veulent pas, et il n'y a pas ceux qui veulent s'arrêter où nous en sommes et ceux qui veulent continuer.

Il y a un point que nous n'avons pas étudié, c'est que l'union du Parti Socialiste et du Parti Communiste est un phénomène tout à fait exceptionnel, et que si nous vivons encore - j'espère qu'on approche de sa fin mais je n'en sais rien - une crise dans nos relations, cela tient essentiellement au fait que nous traitons une matière neuve. Il y a extrêmement peu d'exemples historiques d'alliance des Socialistes et des Communistes. Les Socialistes et les Communistes se sont même beaucoup plus aisément entendus, et cela est logique et j'y reviendrai aussi, avec les autres qu'entre eux pour une raison simple, c'est qu'il est beaucoup plus aisé de s'entendre lorsqu'on représente des couches sociales différentes que lorsqu'on prétend s'installer sur le même terrain.

Il y aurait beaucoup moins de crises entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste si le Parti Socialiste était ce parti caricatural social-démocrate que l'on a tenté de décrire. Je suis même convaincu que le beau temps se serait maintenu et que ce débat n'aurait pas d'objet.

C'est précisément parce qu'il y a une correspondance et une identité de nature sur de nombreux plans, sans que l'on puisse parler de confusion, entre ceux qui vont au Parti Communiste et ceux qui vont au Parti Socialiste que le débat prend souvent des aspects de crise aiguë et difficile.

Les exemples d'union ? Je vois celui de la Finlande, et encore, dans quelles circonstances historiques. Je vois bien les Communistes suédois soutenir l'expérience de Palm, ils sont logiques, ils préfèrent celle-ci à celle qui aurait lieu autrement. Mais on ne peut pas parler d'un accord, il n'y en a pas. Il y a eu l'accord du Chili qui de ce point de vue a été un modèle. C'est vrai que

Socialistes et Communistes ont au Chili maintenu tout le temps un accord programmatique et pratique extrêmement fidèle et correct, et que le Parti Communiste a montré l'exemple de ce qu'il était capable d'accomplir, tant il a le sens des responsabilités. Et cela n'a pas tenu à lui si l'échec était au bout.

Je crois pouvoir dire, sans oublier bien entendu 1934, 1935 et 1936, mais il y avait là aussi une différence de nature dans les accords qui ont été passés, je crois pouvoir dire que le Parti Socialiste Français est le premier dans l'histoire depuis un demi-siècle à avoir recherché une alliance de type programmatique avec le Parti Communiste.

Il est bien naturel, à partir de là, que souvent nous soyons contraints de tâtonner. Je le répète, c'est une matière neuve.

C'est contagieux, puisqu'on voit aujourd'hui les pays de l'Europe Ibérique, Portugal, Espagne, s'engager sur la même stratégie, puisqu'on voit les Socialistes italiens hésiter, puisqu'on voit les Socialistes et les Communistes grecs se rapprocher. Mais nous avons été les premiers. On peut donc estimer que la crise que nous venons de connaître c'est la crise infantile de l'union de la Gauche.

Alors il faut l'approcher, essayer de comprendre, essayer de se défaire de nos propres sectarismes, de nos propres attitudes de pensée, pour mieux comprendre les autres qui ont souvent raison, mais qui n'ont pas toujours raison.

Il faut aussi engager nos partenaires Communistes à mieux comprendre ce qu'est la nature et la réalité Socialiste.

Alors je dois parler maintenant un peu d'histoire. Voyons, c'est à Tours que s'est produite la rupture, et j'ai entendu trois ou quatre orateurs au fond trancher le débat : c'est nous qui avons tort. Je m'excuse auprès d'eux, je pense que nous avons raison !

(Applaudissements)

Croyez-moi, ce débat est beaucoup plus profond dans les consciences des militants Socialistes que vous ne le croyez. Il y a ceux qui pensent que Blum avait tort, et il y a ceux - je ne sais combien nous sommes, mais c'est mon cas - qui pensent que Blum avait raison. (Applaudissements) Bien entendu, raison et tort au moment du choix. Dans les arguments qui précédaient ou dans la situation historique qui avait amené ce choix, il y avait à boire et à manger. Tout le monde n'a pas raison, d'un côté ou de l'autre. Mais au moment où il faut choisir, moi, personnellement, je pense - et c'est en ce sens que mes propos paraîtront peut-être à certains déphasés, ou dépassés, ou désuets - que chaque fois que le Parti Socialiste, au nom de la classe ouvrière, oubliant toute l'histoire du 19^{ème} siècle, croira qu'il est possible de préférer la lutte des classes et l'installation au pouvoir au détriment de ce que j'appelle les libertés fondamentales et d'un certain mode de vie des individus dans cette société collective, je pense qu'on aura toujours raison de dire non.

Si les mots tout faits, révolutionnaire, marxisme-léninisme, etc. font que l'on considère que la lutte des classes et l'installation au pouvoir de la classe dominée, qui dans l'explication Communiste est la classe ouvrière dans son acception la plus étroite, et non point ce front de classe que nous avons nous-

mêmes défini, qui est le résultat, qui a été enfanté, par 3/4 de siècle de luttes ouvrières et d'évolution interne des groupes socioprofessionnels qui composent aujourd'hui ce front de classe, la lutte d'une classe ouvrière assurant la dictature du prolétariat afin, sans doute - car il ne faut pas caricaturer ce que disent nos partenaires - non point d'installer une domination sanglante ou totalitaire, mais de détruire les rapports de classes et d'aller vers une société sans classe - et nous n'avons pas le droit de récuser cet objectif lorsqu'on nous l'expose - ne peut produire que ce qui a été produit dans les régimes de l'Est, permettez ! Il en est un certain nombre d'entre nous qui ne peuvent séparer les notions fondamentales des valeurs permanentes qui ont toujours correspondu à des conquêtes populaires et qui s'appellent les libertés, quitte, bien entendu, à restituer aux libertés leur véritable contenu, avec ce qui a été vidé ou confisqué par la société bourgeoise, par une hypocrisie supplémentaire, un mensonge de l'histoire, pour s'emparer de ces libertés qu'un moment la société bourgeoise sut exprimer, parce qu'elle représentait la volonté populaire de 1789, pas davantage, et puis aussi à dépister tous les secteurs où il faut définir de nouvelles libertés parce que la technique de nos adversaires nous y contraint.

Alors, non seulement nous avons avec les Communistes un différend profond, je dirai même irréductible, mais même à l'intérieur du Parti Socialiste ce débat n'a aucune chance d'aboutir jamais à une profonde identité de ceux qui combattent en son sein.

Voilà un certain nombre de données qui expliquent tout de même Tours, excusez-moi si je les rappelle, mais cela me semble quelquefois nécessaire lorsque des explications aussi sommaires : "... c'est parce qu'on avait trahi... la social-démocratie.." sont avancées.

D'abord, sur le plan de l'histoire, permettez-moi de vous dire que jusqu'en 1917 ils étaient tous socio-démocrates. Je lisais encore avant-hier, dans l'avion qui me ramenait, un dernier écrit de Engels - je pourrai l'envoyer à ceux qui le désirent - dans lequel il chantait une sorte de chant de louanges, merveilleux et admirablement écrit, comme il le faisait toujours, en l'honneur de la social-démocratie ! Donc, à l'intérieur de la social-démocratie, il y eut des écoles de pensée, il y eut des partis qui se combattirent, il y eut d'ailleurs souvent des passages de l'un à l'autre, tel qui la veille était intransigeant devenait davantage accommodant.. Chacun se souvient des positions de Bernstein et de Kurski et chacun sait bien que c'est l'histoire des hommes. Mais en fait, vous ne pouvez pas, autour des événements de Leningrad - qui n'était pas encore Leningrad - et du comportement révolutionnaire admirablement pensé, conçu, réfléchi, de cet immense stratège qu'était Lénine, faire une séparation de type théorique entre les socio-démocrates, qui seraient ceux qui trahissent, et les Communistes-léninistes, qui auraient beaucoup plus que nous une chance de s'identifier à l'histoire et, en tout cas, d'être ceux qui ne trahissent jamais la classe ouvrière ! Je pense que ce n'est pas à partir de 1917 que l'on trouve tous les éléments d'analyse qui permettent de trancher dans ce sens.

J'ajoute que si Blum avait eu tort, que se serait-il passé en France ? Question évidemment difficile et je ne prétends pas y répondre parfaitement, mais je ne

vois pas comment nous aurions évité, avec un parti Communiste Unifié, soit la situation italienne, c'est-à-dire une classe ouvrière enfermée dans un parti politique et vouée à rester minoritaire, et même vouée à bloquer les chances de la Gauche parce que le déséquilibre est trop grand, soit l'expérience à la tchèque - êtes-vous sûr que nous ne l'aurions pas connue?- car s'il existe les démons de la social-démocratie, que l'on a fustigée avec un certain plaisir - il paraît d'ailleurs que la flagellation n'est pas désagréable, jusqu'à un certain point... (murmures)... - si le démon de la social-démocratie c'est, en effet, la 3^{ème} force, il ne faut pas oublier que le vieux démon du Communisme, c'est quand même le stalinisme, et à compter du moment où l'un ou l'autre des partenaires se laisse aller à ses démons, comment l'autre éviterait-il de succomber aux siens, puisque les situations de désunion et de combat deviennent à ce point, aiguës que chacun retrouve ses dispositions les plus rudes ?

Alors, je crois qu'on ne peut pas prétendre instaurer aujourd'hui une dialectique de l'alliance, et sur ce plan je partage absolument ce qui a été dit à cette tribune par plusieurs d'entre vous, qui fait que le Parti Socialiste et le Parti Communiste, associés, exercent une influence bénéfique l'un sur l'autre, qui fait que si le Parti Socialiste change le Parti Communiste sera contraint de changer, etc. C'est tout à fait juste, mais il ne faut pas oublier non plus la dialectique de la désunion, et la dialectique de la désunion produit exactement, en sens contraire bien entendu, les mêmes effets.

Et comment prétendre que cette social-démocratie est seule responsable lorsqu'elle voyait des systèmes Communistes s'édifier sur la ruine de tout ce en quoi croyaient les Socialistes, qui sont des démocrates, c'est-à-dire un certain nombre de libertés fondamentales, sans oublier bien entendu un certain nombre de faits historiques que certains d'entre nous ont vécus au lendemain de la dernière guerre, où le choix était plus simple encore : que fallait-il faire pour que la France reste un pays libre, avec tout ce que cela peut signifier d'ambigu car on aurait très bien pu prétendre en 1947, 1948, 1949, qu'il fallait choisir le camp Communiste, parce que c'était le camp de la classe ouvrière ? Ce n'est pas le réflexe qu'a eu la majorité des Socialistes de l'époque. L'histoire les jugera ; je dois confesser, pour aggraver mon cas, que personnellement je pense qu'ils n'ont pas eu tort. Voilà.. C'est difficile, l'histoire, c'est difficile, la politique.. Ce qu'ils ont eu tort de faire, mais là-dessus je ne vais pas réveiller les vieilles disputes au sein du monde Socialiste, c'est d'en tirer des conséquences de politiques intérieure et de compromettre le Socialisme dans les aventures de la 3^{ème} force, mais, je le répète, c'est une autre histoire bien que... bien qu'en historien scrupuleux je ne pourrais prétendre qu'il n'y a pas de relation étroite entre le choix des politiques extérieures et le choix des politiques intérieures ; cela mériterait beaucoup plus d'approfondissement, mais je vous donne un peu à l'état brut mes réflexions.

Je vois bien toutes les raisons que nous avons, collectivement, d'avoir quelques pages à arracher de notre passé collectif. C'est vrai, il y eut de rudes et de mauvais moments. Je ne crois pas qu'il soit bon, surtout dans un Parti Socialiste renouvelé, où toutes les tendances et les fractions se sont rassemblées dans un

même élan, et je l'espère, pour une même perspective, de ressasser cela. Il ne faut pas nier, il ne faut pas oublier, il ne faut pas s'y complaire, car la même analyse quant à la pratique de la social-démocratie et à la pratique Communiste nous amènerait à constater que, si les Socialistes ont produit un certain nombre de Chefs de gouvernement ou d'alliés des gouvernements conservateurs, qui ont tiré sur la classe ouvrière, qui sont coupables de crimes de sang d'autant plus douloureux, d'autant plus insupportables que c'était presque se tirer sur soi-même, en tant que classe sociale en mouvement et proche de sa victoire - oui, c'est vrai, c'est la vérité - il est arrivé, beaucoup moins souvent mais il est arrivé aussi - et il suffit que cela soit arrivé, puisque nous sommes dans une discussion théorique pour que nous y réfléchissions - que dans un certain nombre de cas les Communistes participent à des gouvernements de type modéré. C'est arrivé en Europe de l'Ouest au lendemain de la dernière guerre ; dans 10 pays de l'Europe de l'Ouest les Communistes ont participé au gouvernement, cela aussi on l'a oublié. Ils y ont participé au Danemark, ils y ont participé en Belgique, on connaît l'expérience française, on connaît l'expérience italienne et chacun sait que c'est le même jour, ou presque, que ces expériences ont cessé, c'est-à-dire au lendemain de la définition par Truman de sa doctrine. Après Truman, c'était devenu impossible, mais avant Truman l'état social n'avait point changé ! Si les données stratégiques essentiellement militaires, avaient amené les Américains à se lancer dans la guerre froide, au niveau de l'état social où est la différence ? J'ajoute que si des Socialistes ont trahi et si des Socialistes se sentent rendus coupables de collaboration dans des circonstances inacceptables, je pourrais vous donner une certaine liste qui ne serait pas complète, par exemple des gouvernements d'Amérique Latine où les Socialistes - en particulier au Chili dans un temps plus lointain - ont refusé de participer à des gouvernements réactionnaires - on pourrait parler aussi de Cuba - tandis que les Communistes se trouvaient dans ces gouvernements !

Je dirai donc qu'il y a une épreuve de vérité à faire entre nous, avant d'essayer de la développer ailleurs.

Et pourtant, je n'hésiterai pas à conclure de cet exposé historique que c'est vrai que, sur le plan des grands ensembles ou des grands mouvements de pensée, le mouvement Communiste a montré plus de cohérence, c'est vrai, plus de continuité et plus de fermeté, dans le combat, que ne l'a fait la société ou la famille ou le courant de pensée Socialiste. C'est vrai. Historiquement, cela ne me paraît pas niable et j'avoue que j'admire et que je respecte infiniment ces milliers, on pourrait dire ces millions, de militants Communistes qui, avec un extraordinaire courage, d'abord courage moral sans quoi l'autre n'est pas possible, ont maintenu à travers les temps et dans les pires difficultés l'espoir de la classe ouvrière. C'est vrai. Mais - nous sommes toujours dans une discussion théorique - je ne confonds pas cette démarche, qui me paraît cependant capitale, avec une condamnation globale de l'un ou de l'autre ; même si je reconnais que tant de courage, tant d'héroïsme même, tant de ténacité ont pratiquement préservé pendant si longtemps, oui, ici et là les chances de la classe ouvrière, cela n'aurait pas été possible s'il n'y avait pas eu le soutien d'une explication

théorique puissante et, sur ce plan, je pense que ce sont les Socialistes qui ont pris du retard.

Il s'agit de le combler et ce sera, je l'espère, l'objet de nos prochains débats.

Pour combler ce retard, je pense qu'il convient d'abord d'être soit-même et non pas de toujours copier, partir à la recherche des autres, simuler, je me souviens d'avoir dit - je regrette que cette parole ait pu froisser, mais enfin c'est vrai - qu'on ne peut pas simplement fabriquer des faux partis Communistes avec des camarades qui ne seraient pas vraiment Communistes. Vous savez, cela ne se fabrique pas comme ça !

Or, au niveau de la théorie et de l'explication, qu'est-ce que je remarque parmi les thèses contraires qui sont développées à cette tribune ? J'observe qu'il y a une sorte de nostalgie : "Ah... nous étions comme les Communistes.." et même un peu plus : "Ah ! Si nous avions l'explication Communiste !," "Ah ! si nous avions le comportement Communiste !" étant bien entendu que comme les Communistes eux-mêmes sourient, alors on dépasse le trait et l'on passe à la critique du Communisme, comme toujours sur sa gauche, et l'on tient le raisonnement, tout en ayant une sorte de vague regret de ne pouvoir s'identifier à cette admirable démarche Communiste : "Tout de même, ces Communistes, ils sont bien réformistes !" et l'on passe aussitôt au discours précédent, celui que nous avons entendu bien souvent, sur lequel je ne m'attarderai pas, c'est-à-dire une sorte de pot-pourri communo-gauchiste qui, en fait, ne correspond à aucune réalité politique, toujours selon moi.

Alors, être soi-même ?.. Soyons nous-mêmes. Bon, on a nos défauts, on a peut-être nos qualités, et en tout cas on peut mesurer le travail qu'ensemble on a accompli, sur lequel alors il n'y a pas de différence à faire, je veux dire que tous nos camarades - pas tous, peut-être, mais en tout cas les courants, ont participé avec la même énergie, et quelquefois les uns ou les autres avec plus d'imagination. Il n'y a pas de prix à décerner, s'il y avait des prix à décerner, ce n'est pas forcément à moi que je le donnerais ! Je reconnais la qualité militante de nombreux camarades, leur dévouement et leur désintéressement. Ensemble, en tout cas, voilà où nous en sommes.

Le Parti Socialiste intéresse à ce point le Parti Communiste qu'il se permet de le critiquer. Bon. Si nous étions un parti de droite, la critique se situerait à un autre niveau. Si nous étions un parti de type social-démocrate, caricaturé comme cela a été le cas ici, bon, eh bien, je le répète, il y aurait bien la condamnation globale de la social-démocratie, qui était de mode il y a simplement six mois, qui est un petit peu moins de mode depuis trois semaines parce qu'on fait des exceptions déjà... Brandt, qui était représenté comme m'ayant apporté des instructions de la 2^{ème} Internationale - s'il savait !.. - parce qu'il était venu déjeuner chez moi, est redevenu le "bon Brandt, et si la social-démocratie continue d'être insupportable, Brandt fait quand même exception... Bon. Cela, ce sont les débats.. Et maintenant Wilson... je dois dire... (murmures).. C'est-à-dire que ça va, ça vient, ça va, ça vient, ça vient, ça va ! Ce n'est tout de même pas là-dessus que nous allons théoriser, non, sérieusement !

Il n'y a de danger et de développement de la crise infantile de l'union de la

Gauche que dans la mesure où le Socialisme, et particulièrement le Socialisme français, sera de plus en plus authentiquement un Socialisme, c'est-à-dire attaché au phénomène de lutte de classes, engagé dans les combats de cette lutte de classes et sur ses objectifs, fidèle à soi-même.

C'est d'ailleurs une des difficultés de cette Convention qui, à la fois, doit rechercher la renaissance, ou disons le réveil, d'un bon climat entre les Socialistes et les Communistes, et définir - on annoncé déjà l'autogestion, on en a déjà beaucoup parlé depuis hier matin, une théorie Socialiste qui précisément sera celle qui mettra le Parti Communiste dans la situation la plus difficile pour accepter cette réconciliation, puisqu'il ne s'agit pas d'accords stratégiques ou tactiques, mais qu'il s'agit d'un accord entre les deux fractions ou les deux héritiers du mouvement ouvrier, autrefois unifié, et que cette démarche qui consiste à la fois à dire au Parti Communiste : "Désormais, si cela ne dépend que de nous - et je le dis - eh bien ! Reprenons le mouvement que nous avons ensemble engagé, rencontrons-nous, travaillons ensemble, apaisons les querelles", et en même temps à définir exactement les thèmes qui rendent, en profondeur, bien entendu, et non point sur la circonstance, plus difficile l'harmonie, c'est-à-dire la capacité de dominer la crise infantile de l'union de la Gauche, a quelque chose de presque antagoniste. Est-ce que vous ressentez cette sorte de paradoxe ?

C'est aussi une dialectique et elle fait partie de l'histoire dans la mesure même où l'histoire est dialectique ; il ne faut n'y s'en surprendre ni s'en scandaliser et ce n'est pas parce que cette tâche est très difficile que, pour autant, elle est impossible, c'est même parce qu'elle est très difficile que nous parviendrons à créer un niveau supérieur dans le débat des relations entre les Communistes et les Socialistes. Il faut s'y engager hardiment mais il ne faut pas se dissimuler que l'origine véritable de la crise, elle est là, et prétendre résoudre la crise en en aggravant les termes initiaux, cela peut, en effet, paraître comme un paradoxe historique, bien que ce soit simplement l'application très pratique et très opportune de la dialectique permanente.

Ce que nous sommes ? Nous sommes plus nombreux - pas assez nombreux - 150 000 environ ; nous sommes partout sur le territoire, en métropole et en outre-mer ; nous sommes de plus en plus présents sur le terrain des luttes, pas assez mais davantage. Je tiens d'ailleurs à corriger, à cet égard, un chiffre que j'ai entendu. Il faut être carré ici et ne pas se raconter d'histoire : il n'y a pas 800 sections d'entreprise. Nous en avons relevé 396 très exactement...

(Murmures)

Georges Sarre - S'il vous plaît, François Mitterrand !...

François Mitterrand - ... étant entendu que 54 ont été créées depuis le Congrès de Pau, en plus. Voilà la réalité telle qu'elle a été relevée après consultation de toutes les fédérations. Je reconnais qu'il y a encore 7 fédérations qui n'ont pas répondu à cette enquête. Ceci m'amènera à penser que ce développement des sections et des groupes d'entreprise doit être poursuivi avec encore beaucoup

plus d'énergie. Nous avons pris du retard et ce retard que nous avons pris, il est historique ; alors, l'avance entre Epinay et aujourd'hui est considérable et ceux qui sont les auteurs principaux de cette avance doivent être soutenus et remerciés, et non point critiqués, mais à la condition que nous sachions exactement et ouvertement où nous en sommes, surtout que nous savons fort bien que c'est précisément le développement du Parti Socialiste sur le terrain des luttes et sa présence dans les entreprises qui font question afin de créer avec le Parti Communiste une situation à la fois conflictuelle et cependant, alliance durable.

Voilà la réalité et ce serait tromper son monde, et là-dessus, nous serons tous d'accord. L'objectif 1977 doit être l'existence de 2000 sections d'entreprises - je dis ce chiffre pas tout à fait au hasard, mais simplement par l'étude des réponses des fédérations et leur engagement qui me paraît profond dans ce sens.

Voilà pourtant un terrain difficile. Il faudra également le développer - soyons nous-même - par un effort culturel, C'est pourquoi il existe des Commissions qui sont mises en place et qui travaillent pour vous. C'est pourquoi il existe un Comité national d'experts. C'est pourquoi il existe un Secrétariat national sur le plan de l'étude et de la recherche. C'est pourquoi il existe un Institut de Recherche, et c'est pourquoi nous essayons, à tout moment, de développer une presse de réflexion et de pensée, Le Parti Socialiste et ses différentes composantes se livrant, d'ailleurs, à une émulation qui pourrait être saine, jusqu'à la limite, bien entendu, de la contradiction.

De la même façon, c'est vrai que nous avons à parfaire ou à transformer notre réalité sociologique - c'est Debarge qui le disait, avant moi. C'est vrai qu'on ne peut pas se rengorger d'être le Parti, l'un des deux grands Partis de la Classe ouvrière si l'on en reste à une proportion de travailleurs ouvriers faible au sein du Parti Socialiste. Il faut corriger cette appréciation en constatant, et c'est une des gratitudes que l'on doit à nos anciens -qu'au sein de la classe ouvrière, nous n'en restons pas moins aujourd'hui, au niveau pour le moins électoral, ceux qui disposent d'une très forte audience. C'est dans la classe ouvrière, dans ce secteur sociologique que le Parti Socialiste a sa plus forte proportions d'électeurs, ce qui veut dire que l'histoire continue de parler et que le militantisme de nos camarades ne s'est pas pour autant asséché au sein de la classe ouvrière. Mais, c'est vrai que lorsque l'on se reporte à l'analyse sociologique des composantes du Parti Socialiste, il y a un certain décalage ou une certaine pesanteur qui se produit à l'avantage du secteur tertiaire de plus en plus ; il est vrai que c'est une évolution également sociologique sur le plan national et qui pourrait laisser redouter une certaine diminution de la proportion ouvrière.

Eh bien, allons-y, camarades, c'est précisément l'objet de notre démarche dans les entreprises ; c'est précisément l'objet de toutes nos démarches culturelles, c'est la reprise des grands thèmes sur la lutte des classes, sur le front de classe, sur la stratégie de rupture, et j'ai le sentiment que si les militants qui sont ici reportent au niveau des sections et des fédérations l'élan qui est le leur, ou bien s'ils sont porteurs très exacts de la volonté profonde du Parti Socialiste, je pense que nous comblerons ce retard, en tout cas notre devoir évidemment, c'est

d'avancer de s'implanter, de s'enraciner, et il est vrai qu'un Parti Socialiste qui n'aurait pas en son sein une représentation ouvrière suffisante, finirait par perdre le droit de se réclamer de la classe ouvrière.

Mais là aussi, Chers camarades, trouvons les terrains d'accord et d'entendre. Ne nous rejetons pas cette responsabilité critiquable. Qui donc pourrait procéder à l'étude sociologique des différentes composantes ou différents courants du Parti Socialiste et qui saurait y distinguer que là sont les ouvriers et que là sont les classes moyennes ? J'ai l'impression que c'est à travers toutes nos couches sociales que se trouve très également et quelquefois de façon dommageable, partagée la représentation des couches sociales ou des groupes socioprofessionnels.

Je dis tout cela parce que je souhaiterais, à la fois, que nous soyons très sévères avec nous-mêmes, très stricts avec notre réalité, que nous informions la presse avec la plus grande précision, c'est-à-dire l'opinion publique, qu'à tout moment, notre démarche -soit exactement mesurée : nous gagnons les élections, on le dit, nous les perdons, il faut le dire. Nous marquons des progrès dans tel milieu, il faut le dire ; nous en perdons, il faut le dire aussi. C'est une démarche ouverte et publique à laquelle je vous engage ; résister à l'envie des propagandes si elles ne reposent pas sur la réalité des progrès Socialistes, et c'est parce que vous saurez construire une maison ouverte, et clair qu'à tout moment, ici et là, on aura confiance, dans ce que nous annoncerons, et je peux, moi, annoncer en votre nom, un certain nombre de progrès, suffisamment sensibles.

Croyez-vous que le débat puisse être engagé ? J'ai entendu tout à l'heure, et il n'est pas négligeable, la presse en a beaucoup parlé, par exemple l'Union soviétique désire-t-elle que le Parti Socialiste vienne au pouvoir dans le cadre de l'union de la Gauche ? On dit oui, on dit non, je pense personnellement qu'une expérience de gauche, avec le concours Communiste en France pose, en effet, des problèmes quant au modèle de société que supposerait un exemple français et que cela ne peut pas manquer, et c'est normal, de faire réfléchir ceux qui sont aujourd'hui les détenteurs de notre modèle Socialiste.

C'est un problème qui n'est pas insoluble et, personnellement, je crois que ce qui compte surtout pour nos partenaires et amis soviétiques, qui nous ont reçus de la façon que vous savez, je pense que ce qui compte pour eux, c'est d'avoir aussi des partis responsables, capables de jouer le jeu de la France sur le plan international, et le jeu de la paix, c'est-à-dire capables d'assurer un pouvoir suffisamment fort dans le bon sens du terme, stable, capables de gouverner, capables de ne pas succomber aux premières secousses sociales ou de ne pas se laisser emporter par la première débâcle économique. Et, dans la mesure où l'Union soviétique se rend compte que le Parti Socialiste a atteint ces niveaux où il pourrait gouverner avec ses partenaires de la Gauche, tout en assurant la marche en avant de la France, l'équilibre de l'Europe et la fondation de la paix, alors oui, et en dehors de tous les autres débats théoriques, l'Union soviétique considère que le Parti Socialiste est un responsable et un partenaire historique.

Soyons nous-mêmes. Essayons d'améliorer nos traits, essayons de pousser plus loin nos analyses, soyons plus proches de nos définitions, travaillons-y,

constatons nos retards, mais restons fidèles à nos principes.

Et j'en aurai fini avec cela. Voyez-vous, il arrive que quelquefois, dans les polémiques, le mot aille trop loin et qu'il blesse. Il m'est arrivé souvent, il m'arrivera encore, à vous aussi, de distinguer le Socialisme du Communisme par le degré de démocratie, et de dire : les Socialistes sont des démocrates, ce qui souvent laisse entendre que les Communistes ne le sont Pas. Je crois que là-dessus, il faut que nous ayons d'abord plus de réserve, plus de modestie et plus d'intelligence de l'histoire. Je pense que les Communistes sont, pour la plupart d'entre eux... voyez les travailleurs qui adhèrent à ce Parti, voyez leur qualité militante, je crois d'une part qu'ils ont fait leur bilan, ils ont condamné leurs erreurs ou plutôt les erreurs historiques qu'on leur a imposées, et je crois que rien ne serait possible de ce qu'ils font, s'ils ne croyaient profondément qu'au bout du compte ils créeront une société sans esclaves, c'est à dire essentiellement respectueuse des libertés.

On n'a pas le droit de contester à tant de Communistes les luttes qu'ils ont menées, les sacrifices qu'ils ont subis pour la cause objective de la liberté, et s'il faut leur rendre hommage, je le fais.

Je ne veux pas non plus caricaturer les solutions, simplement nous pensons que les méthodes politiques ainsi qu'un certain nombre d'analyses institutionnelles, économiques, sociologiques ont conduit - compte tenu de la situation de sous-développement dans laquelle se trouvaient l'Union soviétique et la plupart des pays qui se sont trouvés ensuite dans l'ordre de la société soviétique - ces sociétés à observer des méthodes et à aller vers des comportements qui ne sont ni acceptables, ni supportables par les Socialistes que nous sommes.

Nous, nous disons que si nous avons pu résister tout de même aux tentations intérieures qui à tout moment auraient pu nous transporter aussi du côté du totalitarisme... gouverner, ne point abuser de son pouvoir, c'est une rareté donc si précieuse dans l'histoire du monde que nous aurions la prétention d'en être indemnes, êtes-vous sûrs que le Socialisme tel qu'il existe, si nous en étions les maîtres pourrait gouverner la France ! Etes-vous sûrs que nous serions assez forts de notre pensée, assez déterminés pour préserver ce qu'il y a de bon et de nécessaire dans la démocratie ?

Quelle est la société qui jusqu'ici a résisté ? On peut attendre davantage de ceux qui ont souffert et qui ont été opprimés, que de ceux qui oppriment et qui exploitent et pour lesquels il n'est point de liberté que simagrées. Ceux qui ont souffert et qui sont opprimés, mais eux aussi sont menacés, on ne peut pas, au nom d'une société de lutte de classe, même si l'on va vers la disparition de classes, pour eux, substituer une tyrannie à une autre ou l'on offense la nature même de la démarche politique et philosophique sur laquelle on s'est engagé.

C'est en ce sens que je pense que la victoire du Socialisme, en dépit de toutes ses défaites, reste grande. Nous sommes aujourd'hui les héritiers d'hommes et de femmes qui n'ont, je crois, collectivement, jamais renoncé à être eux-mêmes, c'est-à-dire les serviteurs d'un certain type de relations humaines entre l'Etat et le citoyen, entre l'individu et la société. Nous sommes... comment dirais-je ?... Nous avons dessiné une certaine figure, elle ne peut pas être identifiée aux

sociétés dites libérales qui ne sont que dirigistes, qui ne sont que l'expression de la société dominante, qui fait simplement des concessions de langage... on ne peut pas être confondu, c'est ce qui nous distingue en tant que formation politique, en tant que choix philosophique, et nous ne pouvons pas abandonner, au bénéfice de quelque analyse que ce soit, fût-elle léniniste, et après tout Lénine a dit beaucoup de choses, je ne dis pas contraires, c'est un des plus vastes esprits des temps que nous vivons... nos principes, mais le Socialisme, notre Socialisme ne serait rien s'il n'était pas profondément enraciné dans la classe ouvrière ; il ne serait rien non plus si au bénéfice de la lutte de classe, nous supposions possible quelque tyrannie que ce soit : on n'a jamais raison quand on veut faire le bonheur d'un peuple malgré lui.

Alors, la démarche démocratique, elle est capitale. Nous essaierons de la parfaire dans quelques semaines avec la Convention sur l'autogestion, parce que... cela veut dire quoi, autogestion ? J'ai lu, comme vous, tout ce qui a été écrit là-dessus, y compris par nous, mais est-ce que la définition la plus simple n'est pas d'essayer d'étendre, par le moyen du contrôle et ensuite par les moyens du pouvoir ou bien par les moyens combinés du contrôle et du pouvoir la responsabilité dont je me permets de dire que j'ai déjà exprimé sur cette tribune ou une autre qui était celle du Parti Socialiste qu'elle est la forme supérieure de la responsabilité, la forme de degré supérieur de la liberté ? C'est l'extension du savoir, des moyens de formation et d'information, c'est la capacité des travailleurs de déterminer eux-mêmes ce qui convient non seulement pour eux-mêmes mais pour la collectivité à laquelle ils appartiennent, la petite collectivité, celle de l'entreprise et la grande : notre pays, plus des responsabilités pour aller vers toutes les responsabilités... De plus en plus, vers le plus grand nombre et de femmes, afin qu'un jour toutes les responsabilités appartiennent à tous les hommes, à toutes les femmes.

Nous savons bien ce qu'il pourrait y avoir d'utopique à vouloir traduire dans la réalité d'aujourd'hui, simplement parce qu'on l'a défini, le processus d'autogestion, mais dans la mesure précisément où l'on a une théorie, c'est parce qu'on sait bien qu'un jour celle-ci sera justifiée. Les étapes restent à déterminer, d'autres après nous le feront mais au moins franchissons la première étape, et c'est pourquoi je me réjouis qu'autogestion et sens des libertés, démocratie/autogestion soient tellement liés qu'il s'agisse au fond du même combat qui caractérise, et j'en suis fier, le Parti Socialiste par rapport aux autres expériences Socialistes qui se sont déroulées dans le monde.

Voilà. J'ai terminé. Je conclurai simplement en vous disant, Chers camarades que pour répondre aux questions posées par Lionel Jospin, je pense qu'il serait bon que la Convention du Parti Socialiste détermine aujourd'hui-même que son Parti est prêt à réengager, sans délai, à la convenance de nos partenaires signataires du programme commun, rencontres, discussions et, je l'espère, démarches communes.

Dira-t-on que la polémique a entièrement cessé ? Non. Elle a d'abord des aspects justes mutuellement. Dira-t-on que nous sommes arrivés à la partie du parcours qui correspondait exactement aux exigences que nous avons formulées

en octobre dernier ? Non, sans doute, mais le devoir politique est de tenir compte des évolutions, et je pense que le Parti Socialiste se grandira si en respectant la ligne qu'il a fixée en octobre mais sans s'attacher aux délais et sans tomber dans les détails, il estime désormais désirable, donc possible que les partenaires du programme commun reprennent le langage au niveau où ils doivent le reprendre, c'est à dire de la responsabilité politique complète et non pas simplement par des camarades fort qualifiés au demeurant chargés d'exécuter ou de transmettre, je veux dire par des intermédiaires. Voilà, je vous le dis très simplement.

De quoi parlera-t-on si cela a lieu ? Eh bien, j'espère que l'on parlera des moyens d'approfondir et de développer les actions communes! Je me méfierai, je l'avoue, des discussions purement idéologiques et là dessus j'épouse tout à fait ce qui a été dit par les deux ou trois orateurs qui m'ont précédé, mais il y a assez à dire pour qu'avant 1977 et 1978, qui sont les prochaines échéances électorales, elles ne sont ni négligeables ni méprisables, les rendez vous avec le suffrage universel figurent aussi dans le programme Socialiste, ce n'est pas simplement une tactique, c'est une conviction profonde, le Parti Socialiste, je l'espère, comme il l'a été dans un passé récent, sera celui qui aura tendu la main quand il le fallait, quand tout était encore possible, quand l'espérance reste vivace et qu'il s'agit simplement désormais de rendre au peuple de France à la classe ouvrière, : l'ensemble des travailleurs, les chances de victoire dont nous ne sommes, pas plus que d'autres, autant que d'autres, les artisans.

(Très vifs applaudissements)

Le président - Nous avons à organiser nos travaux pour finir dans de bonnes conditions cette Convention. Je donne donc la parole à Pierre Mauroy qui va vous faire des propositions.

Pierre Mauroy

Je vais vous faire des propositions en ce qui concerne la Commission des résolutions en précisant d'ailleurs le travail de cette Commission ; elle aura à s'occuper :

D'abord d'une résolution sur les relations entre Parti Socialiste et Parti Communiste,

Ensuite, des problèmes généraux, du problème du quitus, et des problèmes particuliers, celui des questions nucléaires une résolution sur le sud est asiatique, la préparation de la Commission sur l'autogestion et puisque la minorité conteste un chiffre en ce qui concerne les Commissions nationales d'entreprise, nous aurons de toute façon le rapport de la Commission nationale entreprise au cours de cette Commission générale des résolutions.

Voici maintenant les propositions que nous faisons pour cette Commission des résolutions :

Les camarades voudront bien signaler leur présence de façon à compléter la liste s'il y avait des absents :

Pour la motion I - François Mitterrand, Louis Mermaz, Pierre Bérégovoy, Lionel

Jospin, Robert Pontillon, Claude Estier, Edith Cresson, Marie-Thérèse Eyquem (absente) Jean Poperen, Gilles Martinet, Dominique Taddéi, Georges Fillioud, André Bouilloche, Roger Fajardie, Gérard Jacquet, Michel Rocard, André Aquier, Gérard Delfau, Charles Hernu, Georges Dayan, Jean Prouteau, Gérard Fuchs, André Salomon, Robert Chapuis, Michel Sainte-Marie, Bernard Derosier, André Laignel, Antoine Gau, Robert Verdier, Castilla, Christiane Beauvard, Nicole Questiaux, Chandernagor.

Pour la motion 2 - Yves Durieu, Didier Motchane, Michel Coffineau, Rolland Massard, Georges Sarre, Jean-Pierre Chevènement, Pierre Guidoni, Ourson, Paul Duport, Jean Michelet, Michel Fauré.

Nous nous réunissons dans la salle Montesquieu immédiatement.

Le président - Nous nous retrouverons cet après-midi à 15 h. Bon appétit, et espérons que nous pourrons commencer à l'heure contrairement à toutes les traditions.